

« QUELLE POLITIQUE ÉTRANGÈRE POUR LA FRANCE ? »

Sommaire

Accueil

par Marie-Françoise Bechtel ,
Présidente de la Fondation Res Publica 7

« *Les questions préalables à la redéfinition de la politique étrangère de la France* »

par Thierry de Montbrial,
Président fondateur de l'Institut français de relations internationales, président
de la *World Policy Conference*, auteur, notamment, de *Vivre le temps des
troubles* (Albin Michel, 2017)..... 9

« *Du déclassement de la France dans le monde* »

par Pierre Lellouche,
Ancien secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, ancien président de
l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, ancien député..... 19

« *Pour le retour du réalisme en politique étrangère* »

par Renaud Girard,
Grand reporter, chroniqueur international au *Figaro*, auteur, notamment, de
Quelle diplomatie pour la France ? (Le Cerf, 2017)..... 38

Débat 45

Annexe :

Note de lecture de Marie-Françoise Bechtel sur *France, une diplomatie
déboussolée* (L'inventaire 2024), dernier ouvrage de Jean de Gliniasty, ancien
ambassadeur de France à Moscou (2009-2013), directeur de recherche à l'Iris, qui
n'avait pu être présent à la date du colloque..... 53

Mesdames, Messieurs,
Monsieur le Président fondateur,
Messieurs les intervenants,
Chers amis,

Nous avons conscience d'aborder aujourd'hui un sujet ambitieux. Ambitieux d'abord parce qu'il suppose un diagnostic large et, autant qu'il se puisse, dépassionné de la place de notre pays dans un ordre mondial qui questionne largement cette place.

Peut-être cet ordre mondial, difficilement lisible, peut-il sembler plutôt un désordre. C'est pourquoi nous avons fait précéder ce colloque d'un autre colloque auquel beaucoup d'entre vous étaient présents qui s'est tenu ici même le 20 février dernier. Ce colloque avait pour objet d'interroger les concepts d'« Occident collectif » et de « Sud global ». Nous nous étions demandé à travers cette interrogation préalable si ces concepts rendaient vraiment compte de l'état réel du monde réel.

Nous avons ainsi entendu le professeur Bertrand Badie qui avait rappelé à quel point le concept d'Occident était ancien, comment aussi il n'avait permis une auto-reconnaissance des pays faisant partie de ce cercle occidental que relativement tard dans l'histoire, pour déboucher aujourd'hui sur une réalité plus interpellative puisque c'est par ce concept d'« Occident collectif » que la Russie désigne comme on le sait les pays qui ont adopté les sanctions collectives dont elle est la cible.

Pascal Boniface avait notamment souligné la faiblesse d'une vision du monde centrée sur les droits de l'homme par lesquels l'Occident s'occulte à lui-même les véritables enjeux de la rivalité des deux puissances dominantes, les États-Unis et la Chine. Il avait aussi mis en lumière le fait que l'Occident poursuit un projet commun à travers l'élargissement de l'OTAN, manifeste ou pas, et que si le Sud, quant à lui, n'a pas de projet commun, les pays du Sud dit « global » ont en commun le fait de mal accepter les leçons de morale d'un Occident qui pratique le deux poids deux mesures comme le montre amplement la différence de traitement, y compris médiatique, entre le conflit ukrainien et le conflit

israélo-palestinien. Sur cette question nous avons d'ailleurs eu des questions et des commentaires particulièrement argumentés dans la salle.

Jean de Gliniasty avait, entre autres considérations, souligné – dans l'attente même de la possible élection de Trump – l'importance du transfert du fardeau de la guerre d'Ukraine des États-Unis vers l'Europe. Il nous conduisait ainsi à recentrer à la lumière de cet élément trop peu souligné l'interrogation sur l'avenir de notre continent, ce qui n'est pas une mince affaire

C'est largement d'ailleurs cette interrogation qui structure le champ que nous voulons aborder ce soir :

Que peut et que veut la France aujourd'hui ? Que pourrait-elle vouloir demain ? Quels seraient les instruments de la remise en marche d'une politique étrangère dont aujourd'hui la panne saute aux yeux ? Panne déjà ancienne, manifestée aujourd'hui par des prises de position successives et contrastées des pouvoirs publics. Je crois n'avoir pas besoin d'insister sur ce point qui relève de la constatation objective : l'interview donnée par le chef de l'État à *The Economist* avant la guerre d'Ukraine (en novembre 2019), suivie de la position prise initialement vis-à-vis de cette même guerre, suivie elle-même des dernières déclarations toujours relatives à la guerre d'Ukraine ... tout cela peut quand même désorienter l'opinion sensible à ces questions. Plus largement – j'ai l'intuition que certains intervenants vous le diront bien mieux que moi – cette désorientation naît de l'abandon de certains fondamentaux que l'on dit gaullistes, que certains ont appelés gaullo-mitterrandiens et qui vont de l'utilisation de notre siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, le cas échéant pour faire entendre une voix spécifique de la France, au maintien de ce que l'on a appelé la politique arabe de la France, maintenant disparue. En faisait aussi partie la distance raisonnée avec le grand allié d'Outre-Atlantique (« allié mais pas aligné » selon la formule d'Hubert Védrine). Et tout au bout, *last but not least*, il existait une vision française de l'avenir du continent européen aujourd'hui marqué par le bellicisme russe mais qui, comme Jean-Pierre Chevènement l'avait dit fortement lors de notre précédent colloque, pose la question de notre vision à long terme du continent tout entier et pas seulement de l'Union européenne.

Sur ces interrogations je vais donner la parole aux intervenants que je commence par présenter.

Notre ami Sami Nair qui devait intervenir vous prie de l'excuser car en raison de circonstances familiales graves il n'a pas pu être des nôtres ce soir.

Nous entendrons d'abord Thierry de Montbrial, président fondateur de l'Institut français de relations internationales (IFRI), président de la *World Policy Conference*, auteur, notamment, de *Vivre le temps des troubles* (Albin Michel, 2017).

Lui succédera Pierre Lellouche, ancien secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, ancien président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, ancien député.

Et nous entendrons pour finir Renaud Girard, grand reporter, chroniqueur international au *Figaro*, auteur, notamment, de *Quelle diplomatie pour la France ?* (Le Cerf, 2017).

Thierry de Montbrial, vous êtes un déchiffreur du monde que vous ne cessez de parcourir et d'analyser. Depuis quelques années, à travers un certain nombre d'interventions, vous nous avez invités à *Vivre le temps des troubles*. Cette idée pourrait paraître aujourd'hui tout à fait prémonitoire. Vous avez également conduit un ouvrage collectif dont le titre est très explicite puisqu'il porte sur l'intérêt national¹.

C'est donc ayant rappelé ces faits d'armes que je vais vous laisser la parole.

THIERRY DE MONTBRIAL

Les questions préalables à la redéfinition de la politique étrangère de la France

Merci, Madame la Présidente.

Je salue également Jean-Pierre Chevènement. Nous sommes très heureux qu'il soit avec nous ce soir.

Je voudrais dire d'abord que nous tous ici, sur les sujets dont nous allons parler, ne représentons encore qu'une minorité dans la France d'aujourd'hui. Il est bien difficile aujourd'hui de s'exprimer sur des sujets aussi délicats d'une façon nuancée et surtout d'être entendu.

¹ Thierry de Montbrial et Thomas Gomart, *Notre intérêt national. Quelle politique étrangère pour la France ?*, Paris, Odile Jacob, 2017.

Je n'essaierai pas de traiter de manière didactique la question de la politique étrangère de la France dans un monde qui se transforme à une vitesse aussi impressionnante. Mais, de façon un peu impressionniste, je vais vous proposer quelques pistes de réflexion. Il y a des questions qu'il importe de se poser.

I - La relation entre politique intérieure et politique extérieure.

C'est un très vieux sujet. Tocqueville en a brillamment discuté. J'ai découvert cette question quand j'étais débutant en lisant Bainville qui, à propos de la Guerre de 1870, rappelait que les Français avaient applaudi à la défaite de l'Autriche – ennemi héréditaire – à Sadova (3 juillet 1866) sans s'apercevoir que l'ennemi n'était plus l'Autriche mais la Prusse. C'était la thèse de Jacques Bainville.

Ce qui me frappe aujourd'hui, comme sans doute beaucoup d'entre nous, c'est que ce mélange de la politique intérieure et de la politique extérieure est redevenu grave car il conduit à des faux débats et à des propos dangereux, surtout quand ils sont tenus par de hauts responsables, d'une manière suffisamment imprécise pour que leur interprétation puisse avoir des conséquences sur le plan extérieur. Aujourd'hui par exemple on ne peut pas parler à la légère d'un partage de l'arme nucléaire entre pays européens.

Après qu'il fut créé en 1973 le Centre d'analyse et de prévision (CAP) du Quai d'Orsay – devenu plus tard le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) – dont j'ai été le premier directeur, avait été chargé (sous la présidence de Giscard) de mener des discussions secrètes avec son homologue du *Foreign Office* sur la question d'une éventuelle coopération stratégique nucléaire avec les Britanniques. Mais nous étions rapidement arrivés à la conclusion que ceci ne pouvait mener nulle part pour une raison très simple qui est toujours valable, c'est que l'arme nucléaire renvoie qu'on le veuille ou non à la notion d'« intérêt vital ». Et l'on ne peut pas jouer avec le mot d'« intérêt vital ».

Il est important de revenir à des considérations fondamentales. Parler d'envoi de troupes au sol, si les mots ont un sens, suppose la possibilité d'une mobilisation. Ce qui pose aussi un problème de crédibilité. En effet on peut tout faire dans la vie à condition de se donner les moyens de l'action qu'on entreprend. Dans cette hypothèse il faudrait que l'opinion publique en accepte les conséquences et que l'on augmente fortement les impôts afin d'accroître non pas marginalement mais massivement les dépenses en matière de défense. Encore faudrait-il d'ailleurs un certain temps pour rendre tout cela opérationnel. Toutes choses qui doivent être

analysées. Ce qui me frappe aujourd'hui c'est que ces propos ne peuvent vraiment s'interpréter que sous le prisme de la politique intérieure, ce qui a été largement relevé par la presse. Il n'empêche que ça laisse des traces.

Cette question de la confusion entre politique intérieure et politique extérieure est donc extrêmement importante. Et je crois que nous tous, quelles que soient par ailleurs nos analyses sur la Russie ou sur tel autre sujet, nous devrions nous mettre aisément d'accord sur le fait qu'il y a des limites à la confusion entre politique intérieure et politique extérieure.

J'ai parlé de Tocqueville. En effet, il est assez aisé, même à l'époque de la monarchie, de trouver des interférences, certes plus atténuées, entre politique intérieure et politique extérieure. Il faut rappeler aussi que les démocraties ont en général une faiblesse en politique étrangère, c'est qu'elles ont beaucoup de mal à assurer la continuité sur le temps long. C'est un problème tout à fait fondamental. Par exemple, la cohérence entre la défense et l'industrie de défense nécessite des décisions lancées au bon moment et assumées parfois pendant des décennies. Et si chaque nouveau Président de la République – je pense aussi aux États-Unis – change de cap cela peut avoir évidemment des inconvénients considérables.

II - Cela fait depuis longtemps que l'avenir n'a été aussi incertain.

Et je ne parle pas seulement de politique internationale. En témoignent les nouvelles vagues de révolutions technologiques. Concernant l'intelligence artificielle générative, il y a trois ans encore, personne, pas même les spécialistes de la technologie, n'imaginait l'avènement soudain et rapide de ChatGPT (*Chat Generative Pre-trained Transformer*). Et personne n'aurait imaginé que les conséquences d'une telle technologie, à supposer qu'elle ait été conçue intellectuellement, seraient aussi ouvertes, aussi imprévisibles. J'étais récemment en Corée avec des grands maîtres en matière de technologies, « Nous sommes incapables de prévoir où nous en serons dans cinq ans ! » déclarait M. Sam Altman, co-fondateur d'*Open Artificial Intelligence* (Open AI), la société qui a fait ChatGPT, ajoutant que dans les dix prochaines années – ce qui n'est pas long en matière de politique internationale – on peut imaginer toutes sortes de *scenarii*. À cette échelle c'est sans précédent dans l'histoire du monde.

III - La fragmentation du monde est aujourd'hui un fait.

La gouvernance mondiale telle qu'elle s'était développée (en fait au sein du monde occidental) après la Seconde Guerre mondiale est en voie de fort affaiblissement pour de multiples raisons que nous n'avons pas le temps d'analyser.

Je prends trois exemples brefs :

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) se trouve en très mauvais état. On est en train de revenir à de vieilles pratiques que j'appellerai pour simplifier de « guerre commerciale » dans un monde qui, en même temps, est de plus en plus interdépendant.

On ne parle plus de la santé publique pour l'instant éclipsée par toutes sortes d'autres sujets. Mais au lieu d'aller, comme on aurait pu le souhaiter, vers un renforcement de l'OMS et de la gouvernance mondiale en matière de santé, au moins pour prévenir les conséquences de l'avènement d'une nouvelle pandémie, tout cela est parti à vau-l'eau. Aujourd'hui nous sommes dans un état au moins aussi mauvais, de ce point de vue, que lors de l'avènement du Covid en 2019.

Mentionnons aussi le climat et l'énergie (il y a ici quelques maîtres dans ce domaine). Quand on sait ce que représentent les décisions en matière d'énergie, en termes financiers, en termes d'engagements à long terme, on est affligé par les volte-face : pour le nucléaire, contre le nucléaire, de nouveau pour le nucléaire... entre-temps on a démantelé certaines centrales et surtout on a perdu le savoir-faire. On lit et on entend ces derniers jours que beaucoup de gens sérieux ou réputés tels questionnent le choix de la voiture électrique ... d'ailleurs pour des raisons qui ne sont pas totalement idiotes car la simple recharge d'une voiture électrique est presque aussi compliquée qu'il y a trois ou quatre ans. Il y aurait bien des anecdotes à raconter sur ce sujet.

Et quand les agriculteurs manifestent, pour des raisons d'ailleurs légitimes, brusquement on change de cap en matière d'écologie.

Aller dans des directions erratiques, alors que l'argent est rare, quand il s'agit de travailler sur vingt ans, trente ou quarante ans, pose évidemment problème.

Ceci s'applique évidemment aux questions concernant les armements.

IV - La notion de surprise stratégique.

Ayant fait partie de deux commissions du Livre blanc dans ces dernières décennies, j'ai vu émerger cette notion de surprise stratégique sur laquelle Thérèse Delpech avait attiré l'attention depuis longtemps.

Il y a des polémiques sur la prévisibilité de l'agression de la Russie en Ukraine mais pour l'essentiel la guerre d'Ukraine (et non « en Ukraine », car la dimension dépasse très largement les théâtres des opérations) a été une gigantesque surprise stratégique. Les gens qui disent aujourd'hui qu'ils avaient tout prévu s'étaient en réalité, comme nous tous, laissé prendre au dépourvu, y compris les États, donc ne réécrivons pas l'histoire.

Gaza est aussi une énorme surprise stratégique.

Mais on peut toujours en imaginer d'autres. Le propre des surprises stratégiques, c'est justement qu'on les imagine mal. Je vous en cite une possible, sans citer de pays : imaginez que dans les années qui viennent – puisque maintenant la Russie est bel et bien notre adversaire et considère explicitement la France comme son ennemie – la Russie déploie des armes nucléaires dans un pays du sud de la Méditerranée (je ne cite aucun pays en particulier). Que fera-t-on ?

V - Les notions d'« Occident collectif » et de « Sud global » (sujet du dernier colloque de la Fondation Res Publica) sont en effet extrêmement difficiles à définir.

Il y a en réalité beaucoup de Suds et le Sud global n'existe que par un rejet commun de l'Occident collectif. C'est une bonne façon de le définir. Par exemple, la guerre d'Ukraine est définie par les Chinois comme un conflit limité qui oppose la Russie et l'OTAN. Les membres d'une délégation géorgienne de haut niveau politique me relataient l'autre jour leur conversation récente avec de hautes autorités chinoises. « Ce n'est pas notre affaire, c'est une guerre entre la Russie et l'OTAN », leur avaient dit les Chinois. Je pense que n'importe quel pays du Sud global dirait la même chose, à peu de choses près.

Où mettre l'Inde ? Dans l'Occident à cause de la démocratie ou dans le Sud global ? Évidemment dans le Sud global. D'ailleurs ils s'en prévalent car le concept de multi-alignement leur permet de jouer à la fois avec les Occidentaux – y compris en nous revendant du pétrole russe en faisant un gros bénéfice au passage – et avec les pays du Sud.

Ce que je retiens de la notion de Sud global c'est que nous ne devrions pas sous-estimer les conséquences de visions presque définissantes de l'Occident collectif comme le Bien contre le Mal, c'est-à-dire la démocratie contre tout ce qui n'est pas démocratie. Dans cette période précédant les élections européennes on entend d'ailleurs des personnalités connues exiger que l'Europe soit explicitement définie comme l'ennemie des pays qui ne sont pas des démocraties.

Quelles conséquences ?

Le Président de la République parle de la France puissance d'équilibre. C'est un terme qu'il pourrait être intéressant de creuser mais comment le concept de puissance d'équilibre peut-il se conjuguer avec le manichéisme qui distingue les bons et les mauvais, les démocrates et les antidémocrates, les démocraties, les dictatures, etc. ?

VI - L'avenir de l'Union européenne.

Comme il était prévisible, on constate une fuite en avant vers l'élargissement là où d'autres se réjouissent béatement que ces pays qui veulent adhérer à l'Union européenne aspirent à jouer le jeu et donc à en accepter les inconvénients. J'aimerais que ceci corresponde à la réalité mais, regardant d'un peu plus près, je vois bien que nous n'avons même pas encore assimilé le grand élargissement consécutif à la chute de l'Union soviétique, un événement qui date maintenant de trente ans. Et je constate aussi que nombre de membres actuels de l'Union européenne sont ce qu'on appelle dans la théorie des jeux des passagers clandestins (ils profitent d'une action collective sans en payer vraiment le prix). Ils ne veulent pas entendre parler d'une vision globale de l'identité de l'Union européenne. En revanche, ils défendent fort bien leurs intérêts dans un sens finalement très national. On pourrait passer des heures sur ce sujet dont il faut être conscient.

Je n'ai rien contre l'Europe, sinon qu'elle me déçoit. J'ai même écrit, théorisé sur l'Europe, dans une vision un peu prophétique, regardant très loin, recherchant des schémas idéaux. Une Union européenne réussie préfigurerait-elle ce que pourrait être dans deux ou trois siècles une gouvernance mondiale réussie ? Pourquoi pas ? On peut théoriser là-dessus mais en attendant il faut regarder la réalité telle qu'elle est.

Peut-on définir l'Union européenne uniquement par les « valeurs » supposées communes ? Savez-vous, à ce propos, quand le mot « valeur » est apparu pour la première fois dans les textes européens ? Je l'ai moi-même appris récemment d'un ami autrichien philologue qui fait des recherches de ce genre, sur les mots. La réponse est 2000 ! Avant 2000 on ne parlait pas de valeurs communes. On parlait de choses beaucoup plus précises. Je le regrette mais on ne peut pas définir une identité aussi importante que celle de l'Union européenne simplement en se référant à cette notion assez vague de valeurs. En revanche la notion de racines a un sens. Je ne parle pas uniquement des racines chrétiennes, je ne veux pas

relancer ce débat, mais la notion de racines renvoie à l'histoire, à la culture. Et la question de savoir si l'Europe au sens large a suffisamment de racines vraiment communes, positives ou positivement interprétées ou transcendées, et de culture commune est une vraie question dont la réponse ne se laisse pas enfermer dans de vagues éléments de langage.

Encore un mot. Je suis navré qu'on taxe immédiatement d'anti-américanisme des personnes qui posent de vraies questions concernant les États-Unis. Depuis 1945 il n'y a pas une seule guerre dans laquelle les États-Unis ont été engagés au premier rang qui ne se soit terminée quand ils l'ont voulu et selon leurs termes. Ce n'est pas être anti-américain que de le constater. Ce n'est pas être anti-américain que d'examiner l'histoire du monde telle qu'elle s'est développée depuis 1945 et même avant. À l'Ifri, nous avons régulièrement des conversations avec le ministre des Affaires étrangères ukrainien, Dmytro Kouleba, et avec l'actuel ambassadeur à Paris, Vadym Omelchenko, que nous connaissions bien avant qu'il ne devienne ambassadeur. Quand nous parlons en petit comité ils sont les premiers à reconnaître que l'Ukraine ne pourrait pas continuer la guerre sans les Américains. Ils en souffrent d'ailleurs énormément. En termes de pertes humaines, en proportion, leur situation est objectivement dramatique. Si les États-Unis à un certain moment décidaient de s'arrêter, qui pourrait croire un instant que le combat continuerait longtemps et que la malheureuse Europe, dans les deux ou trois années qui suivraient, serait capable de remplacer les États-Unis vis-à-vis de la Russie ? Alors on peut rêver aussi de l'effondrement de la Russie. Que de déclarations malencontreuses ont été faites à ce sujet, en 2022 particulièrement !

Comment cette guerre d'Ukraine se terminera-t-elle ?

D'abord, cette guerre sera dans les années qui viennent un élément déterminant de la suite de l'histoire. Les modalités de la fin de la guerre d'Ukraine seront structurantes pour l'avenir du système européen et du système international dans son ensemble.

Je suis navré quand j'entends des stratégestes réputés s'exprimer en termes de gagnant et de perdant : « Il faut que l'Ukraine gagne ! ... Il ne faut pas que la Russie gagne ! » Ce n'est pas de cette façon que la question se posera surtout si on n'a pas défini ce qu'on entend par gagner et perdre. À un certain moment, il faut

l'espérer, il y aura des négociations. La perspective s'en est éloignée ces derniers temps mais on verra après les élections présidentielles américaines ce qu'il en sera. Il faut considérer les facteurs objectifs, à commencer par le rapport de forces sur le terrain.

À mon avis, la future négociation portera sur le sujet dont on parle le moins, en tout cas publiquement : la future architecture de sécurité européenne. C'est précisément cette architecture de sécurité européenne qu'il va falloir reconstruire. Une architecture de sécurité n'est pas simplement une question d'alliances. Si on ne raisonne qu'en termes d'alliances, on se fourvoie. La future architecture de sécurité devra reprendre les concepts qui ont réussi, qui ont été élaborés à la fin de la guerre froide avec un immense succès : les concepts d'*Arms control*, de contrôle des armements. Si la conférence sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) avait perduré, si ses structures n'avaient pas été démantelées (tel l'*Arms control* nucléaire, le traité nucléaire *New Start*), une attaque surprise n'aurait pas pu avoir lieu. Il faudra reprendre ce type de concepts mais cela demandera une négociation extrêmement longue. L'Europe en tant que telle, peut-elle avoir une voix importante dans cette future négociation ? C'est une question importante, au moins pour nous. La France elle-même pourrait-elle avoir un poids significatif dans cette future négociation ? Tel est, certainement, le véritable enjeu de ses engagements actuels, au-delà des mots employés.

Je soulève aussi la question du poids économique de la France. Tout à l'heure je mentionnais ma participation passée à des commissions de Livres blancs. J'y ramenaient toujours mes interventions à une seule question : quels sont nos moyens ? Or la meilleure façon d'avoir des moyens c'est d'avoir une économie forte. Et la meilleure manière d'avoir une économie forte c'est de faire les bonnes réformes au bon moment. C'est d'ailleurs ce qu'avait fait De Gaulle en 1958 en venant au pouvoir. On parlait ce matin à la radio de la question du financement européen des armes que nous voulons produire en plus grande quantité pour les donner à l'Ukraine et on évoquait un éventuel emprunt à cette fin. Puis, sans transition, sans faire le moindre lien entre les deux questions, on parlait de la situation budgétaire française et de la perspective éventuelle d'une dégradation de notre note par les agences de notation. Cela m'a consterné.

Je conclus. Si nous réfléchissons à la future politique étrangère de la France, il faut garder en mémoire le piège du lien entre politique intérieure et politique extérieure que j'évoquais au début de mon propos.

Il faudra raisonner sur vingt ou trente ans. Or les futurs Présidents de la République quels qu'ils soient – ou quelles qu'elles soient – seront là pour un temps limité, et chacun pourra être tenté de faire une autre politique étrangère. Il faut garder cela en tête.

Quelles sont les grandes questions ?

Quelle Europe ?

Jusqu'ici l'essentiel de la politique étrangère de la France passe par un espoir de succès dans la construction européenne telle qu'elle a été engagée jusqu'ici. Bien sûr nous avons l'arme nucléaire, nous avons encore notre siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU – qui nous sera d'ailleurs de plus en plus disputé – mais on ne peut plus fonder entièrement une politique étrangère sur ces deux « mamelles » que sont l'arme nucléaire et le siège permanent au Conseil de sécurité.

Quelle Europe ? Il faut donc avoir une vraie réflexion courageuse sur cette question. Il ne suffira pas de marteler la locution « défense européenne », sans en mesurer pleinement les implications. On ne donne pas sa vie pour une idée abstraite.

Quelle menace ?

Se baser exclusivement sur une menace venant de la Russie... je ne commenterai pas cette menace en détail, me contentant de dire qu'il faut se mettre dans la tête qu'au-delà de Monsieur Poutine la Russie a peut-être une conception de sa propre sécurité qu'il faut au moins essayer de comprendre. Ce n'est pas seulement une question d'impérialisme, c'est beaucoup plus compliqué que ça. En tout cas il y a bien d'autres menaces que l'on peut imaginer, y compris des menaces de l'intérieur.

Enfin, la sécurité territoriale est, d'une manière générale, la sécurité sur tous les flancs. Nous avons un flanc Nord qui, jusqu'à nouvel ordre, est relativement protégé par l'OTAN et la France n'est pas en contact direct avec la Russie. En revanche nous avons un flanc Sud beaucoup plus vulnérable pour la France qu'il

ne l'est pour les membres du Nord de l'Union européenne ou de l'Alliance atlantique.

Je n'ai pas cherché à traiter le sujet de façon exhaustive. J'ai simplement énoncé quelques questions préalables que nous devons approfondir avant de prétendre formuler une nouvelle politique étrangère pour la France.

Merci.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci beaucoup Monsieur le président, cher Thierry, vous avez développé une pensée très riche et très ordonnée en même temps.

J'avais cité votre ouvrage *Vivre le temps des troubles*. Il me semble que depuis lors vous vous êtes donné la tâche de jeter une clarté sur les troubles en question, commençant par les analyser, peser leur juste poids pour essayer de voir où tout cela peut aller. Je décèle un filigrane dans ce que vous avez dit, c'est le poids du moyen et du long termes. Qu'il s'agisse des questions politiques et institutionnelles – un quinquennat c'est court – ou qu'il s'agisse plus encore des questions économiques et budgétaires, le moyen et le long termes pèsent d'un poids extrêmement lourd dans ce que doivent être les choix stratégiques d'une nation. Ils pèsent deux fois plus lourd lorsque nous sommes en crise et que sont prises des décisions pour dire : on va produire et offrir des milliers d'obus en plus mais peut-être que demain ce ne sera pas la même chose. On constate quand même une sorte de désordre de la pensée politique très relayé par la pensée médiatique, dont vous n'avez pas parlé. Tout cela peut accentuer le « trouble », pour reprendre l'expression qui fut la vôtre, bien que vous essayiez de balayer devant notre porte et de clarifier les choses.

Je vais passer la parole à Pierre Lellouche.

Monsieur le ministre, j'ai cru lire sous votre plume une forme de rappel de ce que disait le général de Gaulle : « Nous ne voulons pas être entraînés dans des guerres qui ne seraient pas les nôtres, particulièrement dans une crise qui n'est

pas la nôtre . » Il me semble que vous avez rappelé cela récemment en vous appuyant sur de nombreux éléments de clarification et de bon sens.

Je rappellerai un fait dont je fus témoin à l'Assemblée nationale, à l'époque où j'y siégeais moi-même (mais je n'étais pas à la Commission des affaires étrangères dont vous étiez le vice-président). Vous vous étiez valeureusement battu contre l'extraterritorialité du droit américain, spécifiquement s'agissant d'un traité qu'on exigeait de la SNCF afin qu'elle puisse investir outre-Atlantique.

Ayant salué la valeur de votre combat je vous laisse la parole pour dire librement comment vous voyez ce que pourrait être une politique étrangère pour la France en ces temps peu paisibles.

PIERRE LELLOUCHE

Du déclassement de la France dans le monde

Merci de votre accueil, chère Marie-Francoise.

Je suis heureux de vous revoir ce soir, heureux aussi de retrouver dans cette table ronde mon vieil ami Thierry de Montbrial, auprès de qui j'ai passé les neuf premières années de l'IFRI. Thierry en a fait une institution de recherche de toute première importance pour notre pays, reconnue comme telle dans le monde.

Je suis également heureux de revoir un autre ami, Renaud Girard, dont j'ai toujours grand plaisir à lire les analyses dans Le Figaro.

La présentation qui va suivre est une sorte de condensé, par définition, très incomplet, d'une partie de mon dernier livre, intitulé *L'Engrenage*, que je publierai au début de l'automne. Ce livre m'a occupé ces trois dernières années, en vérité depuis le début de l'affaire ukrainienne. Faute de temps, j'ai bien conscience de poser ici beaucoup de questions sans nécessairement être en mesure de donner toutes les réponses : je vous renvoie donc à mon ouvrage. Cela étant, j'espère qu'en structurant certaines idées nous pourrons tous ensemble avancer.

Je commencerai si vous le voulez bien, comme à l'Assemblée nationale, par une question de procédure, c'est-à-dire par poser une série de « questions préalables ».

Questions préalables que très peu de nos dirigeants politiques ne souhaitent soulever hélas, très peu de journalistes et autres commentateurs non plus, et pas assez ceux – je le leur dis avec tout mon respect cependant –, militaires et diplomates, qui ont pour mission de porter notre politique extérieure tous les jours.

La question préalable, s'agissant de la politique étrangère de la France, est pourtant évidente. Pour être crédible, donc audible à l'extérieur et encore mieux respecté, voire craint, ne faut-il pas commencer par l'être à l'intérieur ?

Or comment être crédible et audible à l'extérieur quand notre pays accumule aujourd'hui plus de 3000 milliards d'euros de dette, et que cette dette est détenue par des fonds de pension ou des fonds d'investissements chinois, arabes ou américains ? C'est une grande différence avec la dette japonaise, certes énorme (266 % du PIB) mais qui est détenue par les Japonais. Quant aux Américains, dont la dette est proportionnellement comparable à la nôtre (autour de 35 000 milliards de dollars et 110 % du PIB), ils ont eue le privilège « exorbitant », comme disait le général De Gaulle, d'imprimer eux-mêmes le dollar.

Comment être crédible dans un pays qui est devenu systématiquement incapable de présenter un budget à l'équilibre depuis cinquante ans, année après année ! Aucun gouvernement, aucune entreprise, aucun foyer dans le monde n'a ce « privilège » incroyable... qui fait qu'aujourd'hui nous vivons dans la crainte d'être rattrapés un jour ou l'autre par les gendarmes que sont les agences de notation. Le fait est que le destin de la France se joue, sinon à la Corbeille, du moins dans les bureaux des agences de notation, en raison de cette propension de la part de nos dirigeants, mais aussi de notre peuple, désormais habitués à ne pas gérer nos finances... Le « Quoi qu'il en coûte », la politique du chéquier et celle du guichet sont, hélas, les nouvelles mamelles d'une France qui s'appauvrit d'année en année et qui perd la maîtrise de son destin.

Comment aussi, être crédible quand en juin dernier, plusieurs nuits d'affilées, 500 villes et communes de France ont pu être attaquées, saccagées, pillées, des centaines de bâtiments publics incendiés, sans qu'il ne se passe rien pour sanctionner les auteurs, sans que l'on n'entende de la part du pouvoir politique la moindre explication sérieuse sur les causes de ce désastre sans précédent, sauf

qu'il s'agissait de jeunes – français ! – qui « s'ennuyaient » en raison de la fermeture trop précoce des établissements scolaires ?...

Comment être crédible également quand un demi-million de personnes entrent chaque année en France comme on le ferait dans un *squat* géant : 323 260 premiers titres de séjour accordés en 2023, 170 000 demandes d'asile, la plupart non fondées, qui s'ajoutent aux 400 000 clandestins (dit-on) déjà présents sur notre territoire ? Comment ne pas voir que tout cela a un impact absolument majeur sur nos finances, sur l'équilibre social dans nos villes et sur notre sécurité au quotidien, et plus gravement encore sur l'identité même de la nation ? Or, personne n'a de droit de poser de telles questions sans être immédiatement taxé d'appartenir à l'extrême droite ! Ces questions sont pourtant fondamentales. Comment peut-on respecter un pays qui ne contrôle même pas ses frontières ?

N'est-il pas dans ces conditions quelque peu indécent de disserter sur la guerre en Ukraine et celle de Gaza , en promettant ici des milliards qu'on n'a pas, et que l'on va devoir emprunter, ou là des cessez-le-feu sans être capable de peser sur la situation ? Ou encore de donner des leçons de démocratie au Liban quand nous-mêmes faisons face à la libanisation rampante de nombreux quartiers de notre propre pays , contrôlés par un mélange d'islamisme frériste et de trafics de drogue massifs (5 milliards d'euros et 300 000 « emplois »). Quand des pans entiers de notre économie sont sous l'emprise de décisions prises ailleurs : je pense à l'agriculture, à notre commerce extérieur contrôlés par Bruxelles, ou quand d'autres pans de notre vie commune, qui dépendent de nous, comme l'hôpital, le travail, l'école, la Justice...présentent des failles béantes, que chacun peut constater quotidiennement. Sait-on qu'une simple affaire judiciaire civile exige huit ans pour son règlement ? Sait-on qu'après un accident on peut, comme je l'ai vu, se retrouver en urgence 14 heures à même le sol, dans un hôpital ? Que dans nos pharmacies, 5000 molécules sont en « rupture de stock », des traitements de longue durée s'en trouvant menacés ? Savons-nous que nous sommes le seul pays membre permanent du Conseil de sécurité qui a été incapable de fabriquer un vaccin contre le COVID ? ...

Toutes ces questions se posent à notre pays et permettent de mesurer l'ampleur gigantesque du redressement qui doit être accompli. Or, ces questions préalables sont étroitement liées à ce que je suis obligé d'appeler le véritable collapsus de notre politique extérieure. Tant il est vrai que la politique étrangère des nations

n'est rien d'autre que la projection vers les autres d'une volonté assise sur la puissance et la cohésion intérieures.

De ce point de vue, il faut sans doute revenir à la fin de la IV^e République pour mesurer à la fois la gravité et la rapidité de l'effondrement que nous subissons aujourd'hui à l'international.

Il y a 70 ans, notre pays sortait profondément affaibli de la guerre et de l'Occupation. Il se trouvait englué dans des guerres coloniales sans issue en Indochine et en Algérie. Vilipendés à l'ONU, y compris par nos amis américains, alors militants de la décolonisation – nous avons été humiliés à Suez, menacés de guerre nucléaire par Boulganine... En Europe, nous avons échoué à bâtir une Europe politique de défense en votant nous-mêmes contre la CED à l'été 1954, laissant ainsi l'Allemagne être réarmée à l'intérieur de l'OTAN sous contrôle américain.

Seul point positif à la fin de la Quatrième finissante, le lancement du programme nucléaire secret qui deviendra notre Force de frappe, et le cheminement vers le traité de Rome, que le général De Gaulle validera lors de son arrivée au pouvoir en 1958.

Il fallut en effet attendre le Général pour que la France se redresse enfin, et retrouve sa place dans le monde.

Mais cet âge d'or est derrière nous. À présent, nous nous trouvons embarqués dans une espèce de toboggan où chaque erreur, chaque faute, semble entraîner immédiatement la suivante, de façon consternante et comme irréversible. Tout cela, au milieu d'une avalanche de discours hors-sol, de slogans, de sommets hôteliers sous les ors de la République ou ceux de Versailles, avec les anglicismes de « *Make Our Planet Great Again!* », de « *Paris, peace Forum* », « *Choose France* » et autre « *Start-up Nation* »... Et j'en passe. Sans oublier une frénésie de commémorations mémorielles, où le culte d'un passé glorieux est censé effacer l'évident déclassement du pays.

La réalité, en effet, est tout sauf glorieuse.

De l'entourloupe anglo-saxonne dans notre dos dans l'affaire des sous-marins australiens à l'automne 2021, concoctée par nos amis britanniques avec l'aide des Australiens et naturellement des Américains, à l'expulsion de la France de son

pré carré africain, cette fois avec la complicité des Russes, qui ont su exploiter beaucoup de nos erreurs. Sans parler des zigzags en Ukraine, et ceux tout aussi consternants au début de l'affaire de Gaza... Sans oublier non plus l'affaiblissement permanent de notre voix à Bruxelles sur à peu près, tous les dossiers : environnement, agriculture, commerce, énergie...

La présidence actuelle ressemble à une pathétique glissade, où d'une crise à l'autre, d'un dossier à l'autre, le rang de la France, cher au Général, ne relève plus que du magasin des souvenirs de notre histoire.

Pourquoi donc cette succession de revers ?

D'où vient cette impression que la France n'est plus guère prise au sérieux par nos amis ? Qu'elle est méprisée ou « dégagée » par nos adversaires, et qu'elle ne semble plus parvenir à peser sur les situations, alors même que les buts qu'elle tente de poursuivre sont souvent fondés et cohérents : stopper les Chinois en zone indo-pacifique, se battre contre le djihadisme en Afrique, contre l'influence iranienne au Liban, ou essayer de stopper les guerres en Ukraine et à Gaza... ?

Alors que le monde est évidemment entré dans une phase de banalisation de la violence, parfois d'extrême violence, que celle-ci coïncide avec un basculement des rapports de forces sur la planète, affaiblissant les institutions internationales et l'ordre normatif de 1945 dominé par les occidentaux, sommes donc condamnés à voir s'éteindre la voix des puissances moyennes comme la France ? Serions-nous en train de vivre en ce début de XXI^e siècle, une sorte « Yalta 2. Zéro » entre Chinois, Russes et Américains, dans lequel l'Europe ne servira demain que de proie ou de gibier ?

Ou bien serions-nous aussi – ou peut-être surtout – en train de revivre ce que nous avons déjà vécu dans d'autres périodes de basculement de l'histoire ? Je vous renvoie au livre d'André Suárez avant-guerre (*Vues sur l'Europe*, 1936), et de Marc Bloch pendant la Débâcle. Tous deux disaient l'incapacité de nos élites à regarder la réalité en face, à préparer nos notre pays à l'épreuve, à prendre des décisions souvent difficiles à long terme mais qui pourtant s'imposaient. Disons-le clairement : nulle prétendue loi de l'Histoire ne condamne notre vieux pays, la France, couturé par de multiples épreuves tout au long de son histoire millénaire, à un tel destin. En revanche c'est bien l'incapacité de la classe politique en France – je crois savoir de quoi je parle – à anticiper les mouvements du monde, à y préparer le pays, qui est en cause.

De ce point de vue, si on veut réfléchir à l'avenir de la politique de la France, à la façon de sortir de son effacement, alors il n'est pas inutile de retracer les principales étapes depuis, au moins, le début de la V^e République.

Deux phases se détachent clairement.

La première va de 1958 jusqu'à 1991, c'est-à-dire de De Gaulle à Mitterrand jusqu'à la fin de la guerre froide, et l'effondrement de l'URSS.

J'appelle 35 glorieuses, ces années où De Gaulle sut impulser un formidable réarmement industriel, énergétique (56 centrales nucléaires construites à partir de 1973, militaire (les Mirage IV équipés de la bombe AN 11 de 60 Kt peuvent atteindre Moscou en 1964), ce qui lui permit d'entamer la politique de « détente » deux ans après. Sans parler de la grande politique arabe, lancée en 1967, mais aussi des leçons données aux Américains au Vietnam et de la politique à l'égard du tiers-monde à Mexico.

De Gaulle est le premier qui reconnaît la république populaire de Chine, il y a 60 ans cette année ; c'est lui qui a su faire grandir la France dans les interstices du système bipolaire, en faisant exister notre pays après l'avoir sorti de la décolonisation, puis profondément reconstruit et réarmé.

C'était cela, la France du Général.

Mitterrand a tenté de s'inscrire dans cette politique, après Pompidou et Giscard. Je me souviens du rôle clé qui fut le sien, en pleine bataille des euromissiles entre 1981 et 1983. À ce moment où les Soviétiques tentèrent leur dernière carte, celle de la neutralisation de l'Allemagne en exploitant les craintes de la population allemande quant au déploiement de missiles Pershing américains face aux SS-20 soviétiques. Giscard, dès le début de la crise en 1979, avait choisi de rester neutre. Tout jeune chercheur à l'époque à l'IFRI, je me souviens avoir passionnément débattu à la Une du *Monde* contre Gabriel Robin, alors Conseiller Diplomatique de Valéry Giscard d'Estaing... Mitterrand l'emporta avec son fameux slogan prononcé devant le *Bundestag* : « Les missiles sont à l'Est, les pacifistes à l'Ouest »...

La deuxième phase est nettement plus compliquée, elle commence en 1991–1992 et dure jusqu'au 23 février 2022, à la veille donc de l'invasion russe de l'Ukraine.

Pendant ce que j'appellerai les « 30 misérables » ou les « 30 paresseuses », comme vous voudrez, la France a à peu près tout raté et sur tous les sujets. Nous

avons commencé sur les conseils de Larry Summers par bazarder notre industrie avec des « capitaines d'industrie » comme Serge Tchuruk, qui rêvaient d'une « France sans usines ». Ils l'ont eue. Nous avons poursuivi avec l'excellent Laurent Fabius et ses fameux « dividendes de la paix ». Nous avons effectivement économisé plusieurs centaines de milliards d'euros prélevés sur nos Armées que follement nous avons ensuite dépensés dans le puits sans fond des dépenses sociales et d'assistanat (le tiers de notre PNB en 2022)...

Nous avons bazardé aussi notre programme énergétique tout à fait remarquable et envié dans le monde. Jusqu'à une date récente (et le revirement d'Emmanuel Macron en faveur du nucléaire), aucune décision n'avait été prise sous Mitterrand et ses successeurs pour relancer et développer ce programme électronucléaire qui n'a cessé de végéter en attendant d'être réduit sous la pression des écologistes. J'étais à côté de François Fillon le soir où, après Fukushima, Mme Merkel s'était adressée à lui : « François, j'arrête le nucléaire lundi... Naturellement, vous allez fermer Fessenheim ? » Fillon garda le silence. « Mais, madame la chancelière, nous sommes encore souverains », lui avais-je répondu. Et nous avons fermé Fessenheim, une centrale qui fonctionnait parfaitement. Tout cela pour permettre à l'Allemagne de se complaire dans une addiction totale au gaz russe bon marché et de sortir du nucléaire pour faire plaisir aux Verts. Et nous avons suivi, alors que nous étions censés avoir une politique commune à égard de la Russie ! Ne vous étonnez pas si l'un vendait des Mistral à Poutine tandis que l'autre construisait des gazoducs : *North Stream I*, puis II, le second après l'annexion de la Crimée. Jusqu'à la dernière minute la Chancelière voulut sauver *North Stream II*. Ce n'était pas, comme j'ai pu le lire, à cause d'un subtil complot ourdi par le KGB. La vérité était toute simple : toute la classe politique allemande, tous les syndicats, étaient pour le gaz russe bon marché, la base même du modèle de croissance économique et de stabilité politique de l'Allemagne que nous avons laissé faire et que nous avons subi : une triple dépendance au gaz russe, aux exportations de voitures allemandes en Chine, en contrepartie de l'ouverture totale des frontières européennes aux importations chinoises, ces deux points étant complétés par un troisième pilier : la protection américaine. Pendant ce temps-là, de notre côté, nous avons désarmé et désindustrialisé...

Ce suivisme français a pour origine le magnifique ratage de la réunification de l'Allemagne en 1989-90, Mitterrand se rendant à Berlin-Est, jusqu'à la dernière minute, six semaines après la chute du mur ! Ce dont les Allemands se souviennent encore...

Mais après, il a bien fallu recoller le train en essayant d'enserrer l'Allemagne dans Europe au maximum, avec l'Accord 2+4, d'abord, puis avec Maastricht, qui consacre l'acceptation (ou la soumission) par la France des règles du jeu fixées à Berlin. Sans dévaluation mais sans gouvernement économique non plus, un gouvernement réclamé à l'époque par Jean-Pierre Chevènement et Philippe Séguin...

C'est là que commença la montée de l'europhisme français, avec son cortège de prêt à penser, de slogans masquant autant d'illusions : « L'Europe, c'est la France en grand ! » ; « L'horizon suprême tout autant qu'indispensable, c'est l'Europe » ; « La France est trop petite pour les grandes affaires du monde » ; « La souveraineté ne peut plus se concevoir qu'à l'échelle européenne », etc... C'est ainsi que, malgré le rejet du peuple de France du Traité « constitutionnel » de Lisbonne, la France se trouvant soudain isolée, voire marginalisée, Nicolas Sarkozy le lui fit avaler, après une soi-disant modification du texte, sous la forme d'une ratification parlementaire. Le choix plus ou moins conscient de la fuite europhiste, abandonnant toute idée de souveraineté nationale, commence dans ces années-là...

Mais pour que ce pari européen ait pu fonctionner, au moins *a minima*, encore aurait-il fallu que la France demeurât à parité avec l'Allemagne. Or qu'il s'agisse des volets industriel, économique ou financier, nous avons au fil des années totalement décroché de notre voisin. La dette française, en proportion du PIB, est aujourd'hui deux fois plus élevée que la dette allemande. Le déficit du commerce extérieur français (au-delà de 100 milliards annuels) contraste avec un excédent allemand de + 200 milliards ! Le niveau de l'industrie en Allemagne et le double de ce qu'il est en France... Le résultat est que l'Allemagne a de plus en plus tendance à faire ses propres choix, à « vivre sa vie », y compris sur les questions que nous croyons tenir fermement entre nos mains : Airbus, l'espace, la défense.

J'entends parler de programmes de coopération militaire lancés depuis deux ans et demi que dure la guerre d'Ukraine. Mais de quoi parle-t-on au juste : d'un projet de char commun, éternelle arlésienne, évoqué il y a 70 ans (!) par Franz Josef Strauss et Jacques Chaban-Delmas et qui n'a jamais vu le jour ? Ou d'un projet d'avion de combat futur, alors même que les Allemands viennent d'acheter le F 35 américain ? Ou d'une défense aérienne à l'échelle du continent, lancée par Berlin, avec 18 autres partenaires, mais sans la France ?

La vérité est que nous sommes en train de devenir l'homme malade de l'Europe, et que cela commence à se voir. La vérité est que nous avons décroché du pays pivot, qui, entre-temps s'est élargi, et que nous ne comptons plus pour grand-chose dans la machinerie européenne.

L'ancien ministre des Affaires européennes que je suis peut vous dire que la France ne dispose plus des leviers de pouvoir indispensables, pas plus au Parlement européen, où tout l'appareil est détenu par les Allemands, qu'au Conseil dont le Secrétariat est contrôlé par Berlin, et encore moins dans la Commission dont on connaît la présidente... Sans parler, et c'est peut-être encore plus important, des groupes de travail où sont décidés les éléments clés, tels que les normes industrielles, les spécifications des véhicules électriques, etc... L'essentiel des décisions économiques ou industrielles, le plus souvent très techniques, sont prises dans des cénacles où bien souvent nous ne sommes même pas représentés... Mais nous continuons à donner des leçons au nom d'une fumeuse « souveraineté européenne », à faire de grand discours sur l'avenir de l'Europe, discours que nos voisins ne font même plus semblant d'écouter ...

Et si l'on se tourne vers Washington, c'est aux mêmes constatations qu'il nous faut hélas parvenir, s'agissant de nos relations avec les États-Unis.

Pourtant, jamais sous De Gaulle le rapprochement, voire l'intimité actuelle entre la France et les États Unis n'auraient été imaginables, notamment sur le champ de la coopération militaire. Au point que Jean Yves Le Drian a cru pouvoir prononcer cette phrase merveilleuse à la fin du mandat de François Hollande, en empruntant le langage des pilotes de Chasse : « Avec les Américains en Afrique, nous sommes *leader*, et en Europe, nous sommes équipier. » Une expression qui, on en conviendra, sonne aujourd'hui, bien bizarrement.

Mais alors que nous avons été d'une fidélité – voire d'une docilité – absolue sur à peu près tous les dossiers, y compris les plus contestables, je pense aux interventions de ces 30 dernières années, j'aimerais savoir où nous avons été payés en retour, ne serait-ce qu'un peu ? Sur les sous-marins ? Sur les Gafam ? Sur le *Cloud Act* ? Ou encore sur l'extra territorialité des lois américaines ? J'ai montré dans un rapport à l'Assemblée nationale en 2016 ce que cette pratique nous avait coûté : non seulement la vente à perte de Thomson à *Général Electric*, mais au total, pas loin de 15 à 20 milliards d'euros de pénalités diverses versées au Trésor américain. Le dernier sujet en date concerne l'*Inflation Réduction Act*

(IRA) de 2022, une loi prise après le début de la guerre en Ukraine, qui a pour résultat d'aspirer littéralement les entreprises françaises (et européennes) sur le territoire américain, afin d'y créer de nouvelles implantations industrielles en délocalisant au passage les emplois. Le système est par ailleurs fortement encouragé par l'explosion des coûts de l'énergie en Europe à la suite de la guerre d'Ukraine. En plus des aides et autres avantages fiscaux prévus par l'IRA, nos entreprises trouvent aux États Unis une énergie quatre fois moins chère... Le plus piquant est que ce système, qui tourne à plein régime, a été mis en place par le démocrate Biden au nom de l'alliance avec l'Europe...

Et maintenant quoi ? Telle est la question à partir de cet aperçu rapide des 30 dernières années.

Quelles pourraient être les grandes lignes d'une politique qui nous sorte enfin du toboggan de l'effacement dans lequel nous sommes aujourd'hui coincés ?

Tout effort de prospective sur la politique étrangère de la France, Thierry de Montbrial l'a fort bien dit avant moi, ne peut désormais prendre comme base de départ que la guerre en Ukraine.

La guerre d'Ukraine est en effet moins importante en elle-même que par ses conséquences massives sur le basculement du système mondial. Cette guerre est en train de changer l'ordonnancement des rapports de forces non seulement en Europe, mais sur l'ensemble de la planète. Elle agit comme un accélérateur de mouvements telluriques très profonds, y compris aux plans économique et démographique, préparant basculement vers un mode post-occidental. Au plan stratégique, cette guerre a fait naître une alliance redoutable entre la Russie et la Chine, l'Iran et la Corée du Nord, tous nucléaires et tous résolus à en finir avec le monde occidental : ce seront nos Quatre Cavaliers de l'Apocalypse... auxquels nous serons confrontés sur les différents théâtres désormais imbriqués : Europe, Moyen Orient, Asie...

En ce printemps 2024, le problème posé par cette guerre est plus complexe que jamais.

Sur le champ de bataille, l'armée ukrainienne est épuisée. Elle peine à se renouveler en hommes pour des raisons internes : le pouvoir ukrainien est incapable de prendre les lois qui s'imposent sur la conscription alors même que

plus de 600 000 ukrainiens en âge de porter l'uniforme résident à l'étranger. Cette armée a de surcroît été privée six mois durant d'armes et de munitions américaines, et elle subit le grignotage sanglant imposé par les Russie, notamment dans la région de Kharkiv.

C'est Vladimir Poutine, tout juste réélu, avec 87 % des voix après 25 ans de régime, qui détient aujourd'hui l'initiative militaire mais aussi politique du conflit.

En face, un véritable vent de panique souffle sur les capitales européennes depuis l'échec de l'offensive ukrainienne du printemps 2023, mais surtout depuis l'interruption de financement américain entre octobre 2023 et mai 2024. S'y ajoute la crainte que Trump soit élu le 5 novembre, et qu'il négocie avec Poutine un accord de paix sacrifiant l'Ukraine, à moins qu'il ne quitte carrément le théâtre européen, et que l'OTAN ne ferme de ses portes, comme elle a menacé de le faire.

Tout cela crée une situation extrêmement anxiogène.

Nombre de pays, Pologne, Norvège et Baltes en particulier craignent que Poutine, une fois l'Ukraine vaincue, s'en prenne directement à eux.

C'est dans ce contexte très inquiétant, que le Président de la République française, lors du sommet impromptu de l'Élysée du 26 février dernier, destiné à aider l'Ukraine, a délibérément fait sauter le tabou américain annoncé dès le début du conflit : « *No boots on the Ground* ». Pas de soldats occidentaux au sol ukrainien, Biden lui-même expliquant vouloir « éviter de déclencher une troisième guerre mondiale ».

Mais cette limite auto infligée Emmanuel Macron n'en veut plus. Poutine n'en ayant aucune, il conclut que nous ne devrions pas avoir de limite non plus, ni lui laisser l'initiative,

Sans succomber à l'avance à ce qu'il appelle « l'esprit de défaite », notons que la pensée complexe du Président a évolué du tout au tout ces derniers temps, puisque, après avoir commencé avec l'idée de « ne pas humilier la Russie », il a ensuite rejoint les pays les plus militants à l'écart de la Russie à Bratislava en 2023, développant depuis une rhétorique beaucoup plus dure à l'égard de Moscou, envisageant même d'envoyer des forces militaires françaises sur le sol, en Ukraine. Le 14 mars dernier devant les Français, il a ainsi développé sa pensée : « Cette guerre constitue une menace existentielle pour l'Europe et pour la France. Nous devons être prêts et nous serons prêts. Si on laisse l'Ukraine perdre cette guerre, alors à coup sûr, la Russie menacera la Moldavie, la Roumanie, la Pologne, et nous n'aurons plus de sécurité, la sécurité des Français se joue là-bas ».

Pour compléter ce tableau, le général Schill, chef d'État-Major de l'armée de Terre, précisera ensuite dans *Le Monde* deux jours plus tard que la France serait prête à envoyer 20 000 hommes sur le terrain dans un délai de deux mois et au besoin à prendre le commandement d'une force combinée avec deux autres divisions alliées... Depuis, face aux réticences américaines et allemandes, le débat a quelque peu évolué puisqu'il est question aujourd'hui d'envoyer en Ukraine des « instructeurs ».

Au vu des propos tenus par plusieurs membres du gouvernement lors de la campagne pour les élections européennes, celui ou celle qui oserait ne pas partager cette analyse se voit immédiatement comparé à Daladier, au pire traité de « lâche », voire « de troupes de Poutine », comme je l'ai entendu dans la bouche du Premier ministre s'adressant à Mme Le Pen à l'Assemblée nationale.

Je vais pourtant oser braver l'interdit et réfléchir aux questions que posent ces derniers développements.

Quatre questions détermineront notre politique étrangère des prochaines années :

- comment gérer tout d'abord le court terme, c'est-à-dire les risques d'escalade (en cas d'escalade, la question de la politique étrangère ne se poserait plus...);
- en deuxième lieu comment penser la fin de la guerre : quelle négociation ? avec quel compromis diplomatique ? quel rôle la France pourrait y jouer ?
- en troisième lieu, comment imaginer la configuration de l'après-guerre et ce que cela signifiera pour le devenir de l'Union européenne en particulier ;
- enfin, mais je crains de ne pas avoir le temps de traiter ce dernier point : quel sera l'impact de cette guerre sur le Sud global ? Et quelles seraient alors les implications pour notre politique étrangère s'agissant de la Chine, de notre politique africaine, ou de nos relations avec le monde arabe ? Sur tous ces points, je me permets de vous renvoyer mon prochain ouvrage.

Essayons cependant d'évoquer rapidement les trois premiers points.

- Le premier est particulièrement sensible.

Il faut être conscient que l'engagement de forces au sol serait l'équivalent d'une situation de co-belligérance, c'est-à-dire d'une situation de guerre avec la Russie.

Tout le contraire de « ambiguïté stratégique », revendiquée par le Président, Une telle situation serait en effet parfaitement claire. Nos soldats, ceux d'autres alliés européens, éventuellement en coalition à nos côtés, feraient directement face aux soldats ou à des frappes russes ; et nos avions chargés de les protéger seraient immédiatement confrontés à l'aviation russe.

Dans ces conditions, cinq questions, au moins se posent et mériteraient d'être soigneusement méditées avant que l'on prenne une décision de ce genre...

1- Quel serait le l'objectif du déploiement ? Formation ? Soutien ? Combat ? Prise en charge d'un créneau sur la ligne de front ? Et avec quel objectif final ? Qu'entend-on par « défaite de la Russie » ?

2- Pour quelle durée, sachant que les moyens très limités dont nous disposons en effectifs et en munitions, posent une limite évidente : avons-nous une idée de l'ordre de grandeur ? On est en train de parler d'insérer 20 000 hommes sur un front de 1000 km où se font face 1 million de soldats, 500 000 de part et d'autre !

3- Quel serait le risque d'escalade au niveau des armes nucléaires tactiques, sachant que tous les conflits depuis 70 ans ont toujours soigneusement évité de mettre face à face les forces conventionnelles appartenant aux puissances nucléaires, précisément parce que personne – je dis bien personne – ne sait ce qui se passerait dans un tel cas ? Nul ne peut prétendre dire qu'il contrôlera l'escalade.

4- Que se passerait-t-il en cas d'emploi de frappes conventionnelles, voire d'une arme nucléaire tactique russe contre nos forces ? Riposter et prendre le risque d'une nouvelle escalade ? Ou s'abstenir et consacrer ainsi la victoire de l'ennemi ? Escalade ou capitulation...

La doctrine nucléaire russe, dite « de l'escalade pour la désescalade » s'apparente en fait à notre ancienne doctrine française du temps de la guerre froide (où nous disposions alors de missiles tactiques à courte et moyenne portée). Que se passerait-t-il si les Russes en venaient à une telle extrémité dans le cas, inverse, où les choses se passeraient mal pour eux sur le champ de bataille ? Le dilemme serait alors le suivant : soit s'abstenir de riposter, et dans ce cas consacrer la victoire des Russes en même temps que la vacuité de la dissuasion, soit escalader à notre tour... Mais dans ce cas, serions-nous réellement prêts à risquer l'annihilation de la France et du continent européen ?

5- Question juridique enfin, qui n'est pas sans importance politique, compte tenu de ce l'enjeu d'une éventuelle intervention en Ukraine.

Aux termes de notre constitution (art 35), l'engagement de nos forces armées à l'étranger, sans déclaration de guerre, peut être décidé par « le Gouvernement »,

en fait par le Président seul, son unique obligation étant d'en informer le Parlement trois jours plus tard, - information qui n'est suivie d'aucun vote ... Ce n'est que lorsque la durée de l'intervention excède quatre mois, que le parlement peut autoriser sa prolongation.

Un tel dispositif pouvait se concevoir, et il a maintes fois été utilisé, y compris par l'ancien ministre de la Défense qui est devant moi, à l'occasion de nos nombreuses interventions militaires en Afrique. Mais au vu des risques de guerre généralisée, y compris nucléaire, comment cela pourrait-il se passer pour l'Ukraine ?

En pratique, ce dispositif est tout bonnement intenable politiquement. Mais à l'inverse, la déclaration de guerre en bonne et due forme par le Parlement, prévue au premier alinéa du même article 35, est tout aussi exclue, puisque le Président dit exclure, d'emblée, toute volonté d'entrer en guerre contre la Russie... Donc pas de déclaration de guerre... mais le risque d'un engrenage mortifère que pourrait décider un homme seul...

Curieusement, je n'ai entendu aucun parlementaire poser cette question. C'est dommage : peut-être devrait-on s'intéresser davantage à notre constitution...

Venons-en à la deuxième grande question : la négociation.

Je suis pour ma part persuadé – je l'avais écrit à la veille même du conflit – que cette guerre aurait pu être évitée. La dernière initiative Russe du 17 décembre 2021, que les occidentaux ont reçue comme une sorte d'ultimatum, et donc ignorée d'emblée, comprenait en effet deux documents adressés pour l'un aux États-Unis, pour l'autre à l'OTAN. La Russie revenait à nouveau sur la question de la neutralité de l'Ukraine (son leitmotiv permanent depuis le sommet de l'OTAN à Bucarest en 2008), couplée à un accord de limitation des armements à leur frontière occidentale. En décembre 2021, ces propositions n'ont pas été considérées, et je n'ai pas le souvenir d'une prise de position officielle de la France...

Un peu plus tard, en février mars 2022, trois semaines après le début de la guerre, les Russes commençant à se replier devant Kyiv, sept ou huit séances de négociations entre Ukrainiens et Russes se sont tenues d'abord en Biélorussie et ensuite à Antalya et Istanbul sous médiation turque, aboutissant à un document d'une quinzaine de points qui prévoyait là encore un statut de neutralité pour l'Ukraine, assorti de garanties de sécurité accordées par plusieurs puissances

extérieures, mais aussi la possibilité pour l'Ukraine, d'adhérer à l'Union européenne, ainsi qu'un système transitoire pour la Crimée.

Mais entre-temps, les exactions commises à Boutcha et les progrès de l'armée ukrainienne amenèrent les Ukrainiens à rompre les négociations. Il semble aussi que Boris Johnson ait joué un rôle non négligeable dans l'évolution de la position ukrainienne (ce que l'intéressé conteste aujourd'hui), lorsqu'il se rendit à Kiev en avril 2022... Là encore, je n'ai pas d'information officielle concernant la position de la France sur ces négociations... Les historiens en feront la lumière.

Toujours est-il que je n'ai pas le souvenir d'un quelconque moment, où les Britanniques ou les Américains se soient déclarés prêts à soutenir un statut de neutralité en échange d'une aide militaire ou de garanties de sécurité. Et personne du côté occidental n'a cherché à conditionner l'aide militaire à l'Ukraine au succès de cette négociation...

Au contraire les États-Unis et l'OTAN ont maintenu la même ligne, devenue le mantra des capitales occidentales : nous soutiendrons l'Ukraine « aussi longtemps que nécessaire ». « *As long as it takes* ». Mais cette doctrine est en fait parfaitement hypocrite, parce qu'en réalité tout le monde a bien compris, et Thierry de Montbrial l'a redit tout à l'heure, que ce n'est pas Kiev qui décidera de la fin de la guerre, mais Washington, le Président des États-Unis, et bien sûr le Congrès qui vote ou ne vote pas les crédits militaires accordés à l'Ukraine.

Beaucoup va donc dépendre de la suite de la campagne électorale et de l'élection américaine.

Ayant travaillé avec l'Ukraine depuis la première révolution Orange de 2003, et m'étant trouvé à Maïdan au cours de ces deux moments clés que furent l'élection de Iouchtchenko puis, 10 ans plus tard, le renversement de Ianoukovytch, en 2014, je sais, à la différence de ceux qui n'ont connu l'Ukraine qu'au travers de voyages de tourisme de guerre récents, qu'il faut essayer de rechercher les voies d'une solution négociée.

En effet, si la situation devait s'aggraver sur le terrain, et si l'on devait assister à une poussée très forte de la Russie ce printemps, notamment autour de Kharkiv, voire d'Odessa, les Russes arrivant à reprendre la totalité de la rive nord de la mer Noire, alors les Ukrainiens se trouveraient dans une position de négociation bien plus complexe qu'aujourd'hui.

Le vrai sujet est le suivant :

- l'armée russe n'a pas les moyens d'envahir la totalité de l'Ukraine, et encore moins de l'occuper durablement ;
- mais l'armée Ukrainienne n'a pas non plus les forces nécessaires pour récupérer les 20 % de son territoire occupé par les Russes. À moins que l'OTAN ne s'engage pleinement sur le champ de bataille aux côtés de l'Ukraine, celle-ci ne sera pas en mesure d'obtenir par les armes le retrait des Russes aux frontières de 1991. Il n'y a donc pas de solution militaire susceptible de répondre au but de guerre que se sont fixé les dirigeants ukrainiens. Cette constatation avait été faite dès le début 2023 par le général Miley, à l'époque Chef d'état-major américain... Je n'ai cessé pour ma part de le dire ces deux dernières années.

Plutôt que de prolonger le conflit « aussi longtemps que nécessaire », et tout en continuant à aider l'Ukraine, peut-être serait-il temps définir enfin (!), le but de cette guerre : non pas d'éviter que l'Ukraine perde mais de faire en sorte qu'elle ne perde pas trop...

Ce qui nous conduit au troisième point, encore plus complexe.

Toute guerre a une fin, que ce soit un accord de paix sur la base d'une défaite ou d'une capitulation, ou un accord de cessez-le-feu qui peut durer. De tels accords de cessez-le-feu, qui permettent de s'installer dans la durée, nous en connaissons plusieurs exemples : en Corée, à Chypre, voire en Israël où la frontière nord avec le Liban n'est pas définitivement fixée pas plus qu'avec la Syrie.

Deux certitudes – et beaucoup d'incertitudes – conditionnent l'avenir de ce qu'il faut appeler l'architecture de sécurité de l'Europe, dans l'après-guerre d'Ukraine.

Tant que Poutine restera au pouvoir – et il entend bien rester au pouvoir encore douze années supplémentaires – la Russie ne changera pas d'attitude vis-à-vis de nous. Elle nous considère maintenant comme un adversaire quasi existentiel et en tout cas civilisationnel. Les Russes, abandonnant leur rêve européen déçu (c'est ainsi qu'ils perçoivent les 30 dernières années post soviétiques), ont pivoté dans la direction de l'Asie. Le vieux mythe eurasiatique est de retour. Avant même l'arrivée de Poutine au pouvoir en 1999, Evgueny Primakov en fut l'architecte, lançant l'idée d'un accord tripartite entre le plus vaste pays du monde, la Russie, le pays le plus peuplé, la Chine, et le pays musulman le plus

solide, l'Iran. C'est ce syndicat des révisionnistes, des revanchards autoritaires, qui s'est constitué avec la guerre d'Ukraine, et que nous avons désormais face à nous. Sauf accord de paix avec Trump qui, miraculeusement, signerait la réconciliation avec l'Occident en levant, entre autres, toutes les sanctions contre Moscou – ce qui paraît très peu probable –, on voit mal comment la Russie renoncerait à cette alliance tripartite.

La seconde certitude c'est qu'une Ukraine à moitié défaite, réduite à un état croupion, demeurera féroce et antirusse. Elle fera tout pour reconquérir ses territoires perdus. Nous, Européens, aurons donc affaire avec un pays très affaibli, économiquement brisé, politiquement très instable, avec les mêmes maladies qu'avant la guerre, notamment la corruption et la faiblesse de l'État de droit et, de plus, sur-militarisé.

Entre une coupure profonde et durable avec la Russie qui se voit en *leader* du monde post-occidental et une Ukraine très mal en point, la question de la stabilisation de cette partie centrale de l'Europe comprise entre l'Allemagne et la Russie redeviendra LA question géopolitique majeure qui déterminera dans les prochaines décennies (avec la question de l'immigration), le destin de l'Europe.

Stabiliser, pacifier ce grand espace complexe compris entre la Russie et l'Allemagne nous conduira inmanquablement à faire face à plusieurs inconnues d'importance.

La première inconnue majeure concerne le rôle des États-Unis.

Démographiquement, économiquement, stratégiquement, l'Amérique de 2024 n'a strictement plus rien à voir l'Amérique de 1945.

Ses racines européennes appartiennent à un autre monde. La voici désormais tournée en priorité sur ses problèmes intérieurs qui sont tous d'une grande dureté : sur un arrière fond d'une démocratie affaiblie par la polarisation extrême de son débat politique, ce sont : l'obsédante question de la race, la drogue (100 000 morts chaque année), la violence, l'omniprésence des armes à feu (50 000 tués par an) et l'immigration venue du Mexique (2 millions en 2023), le Mexique qui tient là une sorte de revanche de l'histoire. Et pour peu qu'elle s'intéresse encore au monde, l'Amérique de Biden ou de Trump ne connaît qu'une seule obsession : la Chine, son seul rival systémique, et accessoirement le Moyen-Orient. Or voici, autre conséquence de l'Ukraine, l'Amérique engagée sur

trois fronts à la fois : en Europe, au Moyen-Orient, avec Gaza, l'Iran et le Yémen, et en Asie avec Taïwan.

Or, comme l'a dit à Munich en février dernier le sénateur David Vince, très proche de Trump : « Dans les années qui viennent, l'Amérique ne pourra pas gérer l'Asie, le Moyen-Orient et l'Europe en même temps. Donc, les Européens devront se prendre en main et prendre en charge l'Ukraine ». C'est ainsi qu'est envisagée la répartition des rôles du côté américain...

En conséquence, tous ceux qui rêvent encore (et ils sont majoritaires chez nous et en Europe) d'une solution qui verrait l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN, se trompent. Les Américains en resteront à la formule de Vilnius : tant qu'il y aura un risque d'affrontement direct avec la Russie, l'Ukraine restera à l'extérieur de l'Alliance, et devra se contenter d'une série d'accords de sécurité bilatéraux signés avec les pays occidentaux, comme la France l'a déjà fait.

Reste alors l'autre question, à défaut d'OTAN, l'Union européenne peut-elle assurer la prise en charge de l'Ukraine de l'après-guerre, non seulement sa reconstruction (estimée à 700 milliards d'euros), mais également sa sécurité, sur la base de l'article 42-7 du traité de Lisbonne, l'équivalent de l'article cinq de l'OTAN ?

Là encore se pose la question de la volonté et des moyens.

Et j'allais dire que la réponse est dans la question : deux ans et demi après le déclenchement d'un conflit majeur tout proche de nous, et malgré une foule de discours virils sur la « Défense européenne » et le passage à « l'économie de guerre », force est de constater que les grands Européens n'ont nullement consenti les efforts nécessaires. Ni économie de guerre, ni augmentation véritable des moyens. Tout juste avons-nous stoppé l'hémorragie des crédits militaires, sans pour autant avoir même commencé un vrai réarmement...

Face au vide des États, la Commission fait ce qu'elle sait faire. Elle cherche à gagner en puissance. Le raisonnement semble imparable : « L'Europe c'est la paix », comme le veut le mantra bruxellois, alors « élargissons l'Europe pour élargir la paix ! ». La dernière innovation de madame Van der Leyen n'est rien moins qu'une Europe fédéralisée, à 40, qui inclurait trois zones de guerre, l'Ukraine, la Bosnie et la Géorgie ! Cela tombe bien puisque à certains égards le chancelier Scholtz est d'accord avec une Europe à 36 à l'allemande, fonctionnant

sur le modèle fédéral allemand. La question est de savoir si ce modèle répond à l'intérêt de la France...

À ce stade il est difficile d'imaginer comment l'OTAN ou l'Union européenne seront à même de prendre en charge l'Ukraine et la stabilisation de l'Europe centrale.

Des questions fondamentales se posent, à commencer par la survie même de l'Union européenne en cas de départ des Américains, ce alors même que la sécurité venue d'Amérique a constitué le socle de la construction européenne depuis les années 50. Et *quid* des moyens : l'Europe peut-elle à la fois financer sa transition énergétique (500 milliards d'euros) et son réarmement (500 autres milliards d'euros) ?

Je redoute pour ma part qu'après la guerre d'Ukraine, nous ne voyions à nouveau revenir la question allemande en Europe, en même temps que le retour en force des armes nucléaires dans l'équation européenne.

Je rappelle qu'en 1991, l'Ukraine possédait 5000 armes nucléaires, qui furent « rendues » à Moscou, aux termes de l'accord de Budapest de 1994 censé protéger Kiev. Mais faute de garantie de l'OTAN et de solution alternative à Bruxelles, comment imaginer que l'Ukraine ne tourne pas à nouveau son regard vers la dissuasion atomique ? Et si tel était le cas, comment imaginer que cette question nucléaire ne déborde pas vers des pays qui l'avait envisagée par le passé (comme la Suède), ou qui commencent à en parler aujourd'hui comme la Pologne, voire l'Allemagne ?

Des questions vertigineuses, on le voit, sont devant nous... que je n'ai fait qu'aborder ce soir, en renvoyant sur mon ouvrage à paraître où ces questions sont discutées dans le détail.

Je vous remercie pour votre attention.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci.

Nous attendions tous de savoir si la fin de votre intervention apporterait une lueur d'espoir dans l'univers apocalyptique que vous avez décrit. Vous êtes

d'accord avec le précédent intervenant en tout cas, à savoir que la guerre d'Ukraine est au cœur de l'architecture de sécurité ou d'insécurité mondiale et que pour l'instant nous n'y pouvons pas grand-chose.

Je vais donner la parole à Renaud Girard. Je sais qu'il plaide beaucoup pour le réalisme et la défense de nos intérêts.

Peut-être consentirez-vous à nous dire quelques mots sur nos rapports avec cette partie du Sud global qu'est l'Afrique, éventuellement le Moyen-Orient dans le contexte que vous définirez vous-même par ailleurs.

RENAUD GIRARD

Pour le retour du réalisme en politique étrangère

D'abord je voudrais remercier Jean-Pierre Chevènement pour son invitation. Je suis très honoré d'être ici.

La politique étrangère de notre pays est selon moi régie par quatre notions importantes : l'indépendance du pays, les intérêts du pays, les interventions militaires du pays et le rayonnement du pays.

Une politique étrangère indépendante suppose l'indépendance vis-à-vis des autres puissances telle que nous la fixons selon notre propre jugement et l'indépendance des considérations de politique étrangère car il faut évidemment de la stabilité pour qu'une politique étrangère soit comprise à la fois par le peuple français mais aussi par nos voisins, nos alliés, nos adversaires, éventuellement même nos ennemis.

Nous n'avons pas exercé cette indépendance du pays en 1936, sous les gouvernements Sarraut puis Chautemps. Nous avons considéré que les canons allemands ne devaient pas menacer la cathédrale de Strasbourg mais, au lieu d'intervenir face à cette violation patente du traité de Versailles nous étions allés demander l'accord des Anglais. De fait, de Waterloo jusqu'au retour aux affaires du Général de Gaulle, la politique française a été une politique de suivisme de la Grande-Bretagne. Nous avons même fait des guerres (telle la guerre de Crimée) où notre intérêt national n'était nullement engagé pour suivre la

Grande-Bretagne. Et quand les Anglais, en mars 1936, nous ont dit : « Vous y allez tout seuls », nous avons renoncé à y aller. Grand mal nous en a pris, vous connaissez la suite de l'histoire.

Récemment nous avons eu aussi une affaire de ce type bien que moins importante. En septembre 2013, au temps du président Hollande, nous avons considéré qu'il était de la première importance d'intervenir militairement en Syrie. On aurait pu avoir d'autres considérations. Personnellement je pense qu'il faut faire la guerre à ce que j'appellerai notre ennemi principal. Or, cet ennemi principal, on l'oublie un peu, ce sont les gens qui tuent nos enfants dans nos rues (comme au Bataclan). Monsieur Bachar el-Assad n'est pas notre ennemi principal, ce n'est pas lui qui a envoyé des gens tuer nos enfants dans nos rues. Mais on a considéré qu'il fallait le faire et M. Hollande a donné l'ordre aux chasseurs bombardiers de faire chauffer leurs réacteurs pour aller punir la Syrie de Bachar el-Assad d'avoir utilisé des armes chimiques dans la répression de la rébellion en Syrie. Puis, subitement, sans que nous ayons été associés à aucune discussion, nous apprenons qu'à Genève M. Lavrov et M. Kerry s'étaient entendus sur un accord de désarmement chimique de la Syrie ... et M. Hollande a abandonné (si les Américains n'y vont plus, nous n'irons plus non plus). En réalité, aucun réel intérêt ne justifiait qu'on fit la guerre. Lorsque la Chambre des Communes et M. Obama ont changé de politique, nous avons abandonné. C'est l'exemple parfait d'une politique qui n'était pas indépendante.

L'indépendance du pays suppose aussi que sur des questions centrales nous fassions la diplomatie qui nous convient. Par exemple, à l'été 2021, nous avons pensé qu'il fallait parler au président Poutine. Comme les Américains l'avaient fait à Genève – il y avait eu une rencontre assez longue entre les présidents Biden et Poutine – nous avons voulu qu'il y ait aussi une discussion entre le président Poutine et les Européens. Nos amis allemands étaient sur la même ligne. Mais nous y avons renoncé parce qu'une première ministre estonienne fraîchement élue a mis son veto ! Nous aurions pu prier de se taire celle qui venait d'arriver aux affaires d'un pays de 1 200 000 habitants, et affirmer notre volonté de discuter avec M. Poutine, considérant que c'était important.

J'insiste donc sur l'importance d'une politique étrangère indépendante. La France doit être indépendante d'influences extérieures, et garder quoiqu'il arrive sa liberté de jugement, d'expression et de manœuvre en matière de politique étrangère, par exemple soutenir les Américains en 1962 contre les missiles russes

à Cuba mais ne pas les soutenir quatre ans plus tard dans leur expansion militariste en Indochine.

Comme le disait De Gaulle dans une conférence de presse en 1959, la France doit défendre ses intérêts. La politique étrangère de la France n'a pas pour objet de défendre des « valeurs ». Nous avons tous des valeurs mais celles-ci ne sont pas l'enjeu d'une politique internationale. Aller faire la guerre à la Chine parce qu'on considère qu'elle n'applique pas de bonnes valeurs d'administration sur son territoire n'aurait strictement aucun sens. Cela relèverait de ce qu'on appelle le néo-conservatisme qui s'est révélé extrêmement dangereux.

En revanche, s'agissant de la guerre en Ukraine on peut dire que nous avons intérêt à défendre l'ordre international, considérant que notre sécurité est en jeu et qu'on ne peut pas accepter qu'un pays qui a signé le mémorandum de Budapest (à l'invitation de l'Amérique l'Ukraine s'était débarrassée de ses armes nucléaires en échange de quoi la Russie garantissait son intégrité territoriale) envahisse un voisin considéré comme nazi, sans déclaration de guerre, par une simple « opération spéciale », d'autant plus, faut-il le rappeler, que la Russie avait reconnu librement l'indépendance de l'Ukraine par un arrangement entre deux présidents élus au suffrage universel, Kravtchouk et Eltsine. Donc nous devons défendre l'ordre international parce que nous considérons que ce sont nos intérêts, de même que nous avons décidé de défendre l'ordre international lors de l'affaire de l'Irak. Nous n'avons pas été entendus mais nous avons donné un bon avertissement aux Américains de ne pas y aller. D'ailleurs, deux ans plus tard, après le début de l'invasion anglo-saxonne de l'Irak, le *leader* démocrate du Sénat a dit publiquement que leur invasion – dont nous avons essayé de les dissuader – était la plus grave erreur de politique étrangère depuis la fondation des États-Unis d'Amérique.

Nous ne devons donc pas nous laisser entraîner dans une politique de défense des valeurs. Le manichéisme qui consiste à voir les relations internationales comme une lutte du Bien – que nous incarnerions – contre le Mal – qu'incarneraient un jour les Serbes, un autre jour les Russes, etc. – est extrêmement dangereux. Mais il est vrai que ce mouvement est accéléré par ce que j'ai appelé « l'hollywoodisation des médias » : aujourd'hui les médias importants ce ne sont pas les articles de journaux, ce ne sont pas les pages entières qu'écrit Renaud Girard pour expliquer la situation, c'est la télévision. Or, à la télévision les sujets durent une minute et demie. Difficile d'expliquer l'affaire de

Bosnie-Herzégovine en une minute et demie : les Serbes et les Croates, qui ne s'aiment pas, se sont battus... mais les Serbes se battent aussi contre les musulmans... mais les Croates – qui devraient donc être du côté des musulmans attaqués par les Serbes – attaquent aussi les musulmans à Mostar, mais pas partout... Ce qui se passe sur le terrain demande du temps, des pages de journal, on ne peut en rendre compte à la télé. Une courageuse reporter américaine, Christiane Amanpour, a joué le jeu de « l'hollywoodisation » : « Je suis à Sarajevo avec les faibles, les méchants Serbes sont autour de la colline et bombardent mes pauvres amis démunis... et mon Président est tellement lâche qu'il ne fait rien ! » Voilà qui fait un bon papier télé. Mais cela manque un peu de nuances pour traiter des affaires balkaniques.

Les intérêts de notre pays consistent évidemment à mettre un arrêt à l'aventurisme militaire de Poutine. « Il ne faut pas donner un avantage à un ennemi, ça risque de le surexciter », disait De Gaulle au moment de la crise de Berlin en 1961.

On peut aussi comprendre que dans l'actuelle période difficile que traverse l'Ukraine on la soutienne moralement en en l'assurant que nous sommes avec elle en attendant que l'aide américaine arrive.

Et il n'est pas dans notre intérêt que demain la Russie perce, prenne Odessa et fasse de l'Ukraine un État croupion. On peut donc comprendre le « triangle de Weimar » qui a réuni le 15 mars dernier les dirigeants français, polonais et allemands. Les Russes ont construit leur « ligne Maginot », la ligne Sourovikine. On a eu la preuve que les Ukrainiens n'étaient pas capables de la traverser. On veut leur laisser le temps de construire leur propre « ligne Maginot » et ensuite il y aura le gel de la situation militaire. Trump, s'il est élu, réglerait-il ça en vingt-quatre heures ?

Mais il ne faut pas, tout en défendant l'ordre international, perdre de vue nos intérêts : éviter l'escalade et rappeler qu'il s'agit d'un conflit régional (je me suis fait insulter pour l'avoir dit l'autre jour à la télévision).

Nous ne sommes pas en 1938 à Munich, nous sommes en 1914, quand le paysan français, l'ouvrier français, ont été entraînés dans une guerre pour une cause dont ils ignoraient tout (ils ignoraient que l'Autriche-Hongrie avait fait de la Bosnie une colonie en 1908 et que certains Serbes, mais pas tous, étaient contre, etc.). Nous avons été entraînés dans une guerre mondiale qui a considérablement affaibli la France – puisque nous avons gagné la guerre mais perdu la paix – alors

que ce n'était absolument pas notre intérêt, nous ne nous intéressions absolument pas à cette région.

En 2022 Poutine a fait une erreur flagrante en attaquant. Mais il faut rappeler que le conflit russo-ukrainien est un conflit régional, une guerre de sécession des orthodoxes ukrainiens slaves du monde russe auquel ils appartenaient depuis trois siècles.

Autre erreur qui ne respecte pas les intérêts de notre pays, c'est évidemment de jeter la Russie dans les bras de la Chine, cela a été dit, avec cet axe Russie-Perse-Chine.

Sur les interventions militaires de notre pays je crois qu'il faut se concentrer sur l'ennemi principal. Nous avons fait une grave erreur en ne respectant pas l'ordre international et en attaquant un pays qui n'était pas notre ennemi principal au Kosovo où nous avons fait la guerre à un pays en faveur de sécessionnistes albanophones ! Cela vous rappelle-t-il quelque chose, un pays qui, sans demander l'autorisation de l'ONU et contrairement d'ailleurs à la charte de l'OTAN, fait une guerre pour des sécessionnistes ? Nous l'avons fait. Je ne crois pas que c'était dans l'intérêt de la France.

On me dira qu'il y aura toujours des expéditions « humanitaires » dans notre pays (on parlait d'« expéditions d'humanité » avant la Guerre de 14). Nous voudrions toujours intervenir pour aller tuer un dictateur, par exemple un dictateur arabe que l'on n'aime pas, qu'il s'appelle Bachar el-Assad, Saddam Hussein, Kadhafi ...

À propos de ces expéditions il faut ajouter trois critères à notre politique étrangère, en plus évidemment du respect du droit international qui nous enjoint de passer par le Conseil de sécurité :

Avons-nous une équipe de rechange ? C'est la première condition. Si on n'a pas quelqu'un pour remplacer Kadhafi, on ne le détruit pas. Les Américains, pour remplacer Saddam Hussein, avaient nommé Paul Bremer, un charmant banquier qui, le 6 mai 2003, devint « directeur de la reconstruction et de l'assistance humanitaire » en Irak. Malheureusement ne parlant pas arabe, il ne pouvait pas aller à la télé pour expliquer aux gens ce que les Américains allaient faire avec le pays.

À l'hôtel Raphaël, Bernard-Henri Lévy m'avait présenté trois Libyens, que le président Sarkozy venait de reconnaître comme les nouveaux dirigeants légitimes

de leur pays. Ces gens-là se sont révélés totalement incapables d'administrer leur pays ; ils ont fini par le fuir dans les avions Falcon du gouvernement.

La deuxième condition est que ces « expéditions d'humanité » soient faites dans l'intérêt des populations concernées : on intervient pour aider et protéger les Irakiens, les Libyens, pas pour les voler. C'est notre « devoir » de protection des populations en danger. La moindre des choses est donc de garantir à ces populations que leur condition sera meilleure après notre intervention qu'avant. Il se trouve que je suis allé plusieurs fois en Libye et plusieurs fois en Irak après les interventions occidentales. Je n'ai pas trouvé une seule famille qui ne regrettât pas le monde ancien ! En Occident nous détectons la dictature politique et nous voulons souvent la détruire mais nous avons oublié qu'il y a pire que la dictature politique, il y a l'anarchie, et que, pire que l'anarchie, il y a la guerre civile. Nous l'avons oublié en Irak et nous l'avons oublié en Libye. C'est pourquoi j'ai qualifié l'intervention de Sarkozy en Libye de pire erreur de politique étrangère de toute la Cinquième République puisque nous avons mis un désordre inouï non seulement en Libye mais dans tout le Sahel. Et nous avons dû faire une deuxième guerre, qui a commencé avec Barkhane, la guerre de Hollande de 2013, pour essayer de réparer les conséquences de la première. Nous n'avons d'ailleurs pas réussi à gagner cette deuxième guerre. Le chaos subsiste et les Africains qui nous avaient vus venir de manière plutôt chaleureuse au début sont devenus ensuite méfiants et aujourd'hui quasiment hostiles.

Mon dernier point est le rayonnement du pays. La France a une tradition d'« *Honest broker* » (les accords sur le Vietnam, notamment, se sont faits à Paris). C'est ce qu'a tenté le président Macron dans plusieurs crises, notamment la crise iranienne. Il a eu raison de le faire, même s'il n'a pas réussi.

Je pense qu'en réintégrant l'organisation militaire intégrée de l'OTAN, nous avons fait une erreur qui a donné au monde entier une sorte de message de sujétion française à l'Amérique. La vocation de la France est de pouvoir être un « *Honest broker* » indépendant dans les graves crises internationales.

Mais notre grave travers est de nous comporter en donneurs de leçons. Le président Macron est tombé dans ce travers après le discours de la Sorbonne. Nous avons donné des leçons à l'Italie, à la Pologne, à la Hongrie... Mais ces pays n'attendent pas nos leçons. Le rayonnement ne se fait pas par des leçons. Le général de Gaulle a eu des désaccords avec la politique américaine, il n'a pas voulu de sujétion dans l'OTAN, etc. mais il ne s'est jamais permis d'intervenir dans la

politique intérieure des pays qu'il visitait en donnant des leçons. Pourtant, quand il est allé à Washington en 1960 un Noir ne pouvait pas être servi dans un café. C'était interdit. C'était révoltant mais le général de Gaulle ne s'est pas permis de donner des leçons. Je pense que cette politique de donneur de leçons est contre-productive. C'est à cause de cela qu'Emmanuel Macron a perdu le *leadership* qu'il avait au moment du discours de la Sorbonne : il était jeune, il n'y avait pas vraiment d'autres grands *leaders*, l'Europe avait été traumatisée par le Brexit... et son discours avait été bien reçu.

À propos de l'Afrique, il faut avoir une constance en politique étrangère. Nous avons décidé librement, avec le général de Gaulle, de rendre les pays africains indépendants. Indépendants c'est-à-dire qu'on ne s'occupe pas de leurs affaires. Or cet été nous avons entendu sur RFI notre ministre des Affaires étrangères, Catherine Colonna menacer le Niger d'une expédition de la CDAO (qui n'est pas une organisation militaire) avec le soutien logistique de l'armée française sur place au Niger. Nous nous sommes ridiculisés. Le chef d'état-major de l'armée nigérienne avait demandé – par lettre – à la France d'intervenir. Nous aurions donc pu arrêter les putschistes en mettant en avant le chef d'état-major de l'armée nigérienne. Nous n'avons pas voulu le faire. Mais alors il fallait laisser l'ambassadeur et, après avoir évidemment soutenu moralement au début le président Bazoum, se taire et défendre les intérêts français au Niger, comme l'ambassadrice américaine a de son côté essayé de le faire.

Donc le rayonnement du pays passe par l'indépendance, par l'exemplarité et non par des leçons que nous donnerions ici et là. C'est ce qu'a fait le général de Gaulle. Avant de commencer sa grande politique étrangère il a rétabli l'ordre et les finances de la France (plan Armand-Rueff). Aujourd'hui nous avons un désordre terrible dans nos finances, dans notre éducation, dans notre politique migratoire... Et effectivement, même si vous avez les meilleures idées du monde, si vous avez le désordre chez vous, vous ne pourrez jamais avoir une politique étrangère crédible auprès de vos voisins et dans le monde.

Je vous remercie.

Débat

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci beaucoup.

Je crois qu'il y avait une grande convergence dans ce que nous avons entendu avec une forte focalisation autour de la guerre d'Ukraine et ses conséquences, mais à long terme, qui ont été très explorées.

Je donne la parole à notre Président fondateur.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Tout d'abord merci à nos trois intervenants et aussi à Marie-Françoise Bechtel d'avoir organisé ce débat sur un sujet ô combien difficile sur lequel il n'est pas aisé de s'exprimer aujourd'hui tant l'argumentation a cédé la place bien souvent à l'invective ou à l'injure, rendant le débat difficile. Or nous avons besoin d'un débat précis, sérieux, où les mots ont un sens. Et tous trois, de manière également brillante bien que chacun dans son style, vous avez posé les bonnes questions. Thierry de Montbrial a posé la question de savoir si on pouvait traiter un problème aussi complexe que celui de la guerre d'Ukraine à travers l'idée qu'il y aura un vainqueur et un vaincu. Qu'entend-on par-là précisément ? Comment le définit-on ? Et si on ne le définit pas on ouvre la porte à la surenchère, à l'escalade. C'est ce qu'il faut avant tout éviter pour arriver à ce qui est l'intérêt de la France auquel s'est référé à juste titre Renaud Girard. L'intérêt de la France, c'est le retour à la paix, la paix qui n'est pas un gros mot si la paix satisfait les aspirations des peuples et si elle va effectivement à la rencontre de ce qui est l'intérêt de l'Ukraine, de la Russie, des autres peuples européens, c'est-à-dire la fin de ce carnage abominable.

Il n'a pas été question dans nos débats, et je le regrette, du problème de Gaza. Il eût fallu prendre les choses de manière plus englobante. Cette affaire a fait ressurgir ce qu'on appelait le problème palestinien il y a vingt ou trente ans ou

même davantage. Et naturellement la solution à deux États ferait l'accord de tous à condition qu'on n'oublie pas la sécurité d'Israël, l'autre point difficile. Je fais cette « embardée », si vous me le permettez, parce que je ne voudrais pas qu'il pût être dit que nous avons oublié qu'il y avait également la guerre en Israël et dans la bande de Gaza.

Je reviens à l'affaire de la guerre d'Ukraine. Il y a une chose que je n'ai pas très bien comprise, je le dis à Pierre Lellouche dont j'apprécie la pensée. Comment pourrait-on renucléariser l'Ukraine sans que les États-Unis y soient pour quelque chose ? Si quelqu'un renucléarise l'Ukraine ce sera l'OTAN donc les États-Unis.

PIERRE LELLOUCHE

Il y a énormément de capacité techniques et industrielles en Ukraine. Il y avait une très forte industrie d'armement avant la séparation et les Ukrainiens ont une très forte expérience en matière nucléaire, comme en témoigne la centrale de Zaporijjia. Ils sont parfaitement capables de relancer un programme nucléaire rapidement.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Ils ne pourraient le faire qu'en violation du traité de non-prolifération nucléaire et en violation des accords qu'ils avaient signés en 1994.

PIERRE LELLOUCHE

Oui mais ces accords ont déjà été violés par les Russes.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Tout le monde voit bien que s'ils cherchaient à le faire ils le feraient avec l'assentiment des États-Unis qui ont déclaré ne pas vouloir le permettre.

PIERRE LELLOUCHE

On commence à parler d'armes nucléaires en Pologne. Et un séminaire va se tenir la semaine prochaine sur les armes nucléaires en Allemagne.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Peut-être mon information n'est-elle pas suffisante mais je pense qu'avant de s'aventurer sur le terrain difficile de la dissuasion nucléaire on y regardera à deux fois. Et ce serait un argument pour hâter une négociation qui sera forcément entre les deux belligérants, c'est-à-dire l'Ukraine et la Russie, à quoi nous devons essayer de contribuer avec les arguments de bon sens et en utilisant les mots qui soient utiles à cette solution qui est de l'intérêt commun. L'intérêt de la France, l'intérêt de notre Europe, a dit le Président, c'est l'intérêt de tous les pays du monde qui ne souhaitent certainement pas voir s'engager une troisième guerre mondiale.

Alors maintenant il faudra payer. Les sommes en jeu sont tout à fait considérables. Ce sont des centaines de milliards d'euros. Cette question n'est pas abordée mais cela rend le problème insoluble, sauf si on admet que, comme pour la lutte contre le Covid, les grands États européens se mettent d'accord pour défendre une formule de financement mutualisé qui permette la reconstruction de l'Ukraine. Ce ne sera pas une mince affaire !

J'aurais eu beaucoup d'autres questions à poser mais il se fait tard et la seule chose intelligente, me semble-t-il, que je puisse dire c'est : « pesons nos mots, utilisons les expressions adéquates pour traiter de problèmes aussi difficiles que ceux de la dissuasion nucléaire. Refusons la fuite en avant ! »

Je reviendrai sur ce que Renaud Girard a dit concernant la période qui a suivi les interventions en Irak et en Libye. Il a posé la vraie question : la situation était-elle meilleure avant ou après ? Cela renvoie à la fameuse formule du président Bush à l'époque de l'intervention en Irak : « Qui peut dénier que la situation n'est pas aujourd'hui meilleure qu'elle n'était avant ? ». On a bien vu la suite.

M'appuyant sur mon expérience en Libye – où j'avais accueilli Pierre Lellouche en septembre 2010 à Tripoli – je souhaiterais simplement dire que l'intervention de 2011 n'a pas eu seulement des conséquences pour les populations libyennes, comme d'ailleurs celle de 2003 pour les populations irakiennes, elle a eu également des conséquences dans deux domaines essentiels pour nos intérêts et notre sécurité : le problème des flux migratoires et le terrorisme.

Je voudrais rappeler à cet égard qu'en 2007, dans le contexte de l'affaire des infirmières bulgares, le colonel Kadhafi avait conclu avec la commissaire européenne Mme Ferrero-Waldner un accord qui imposait à la Libye de procéder à un contrôle plus strict des flux migratoires, avec d'ailleurs une assistance technique des Italiens qui avaient livré des vedettes pour les garde-côtes libyens. Mais la réalité c'est que, à cette époque-là et jusqu'à février 2011, la politique de coopération en la matière avait abouti à tarir le flux des migrants illégaux venus d'Afrique subsaharienne vers Lampedusa et Malte. Ensuite on a vu ce qui s'est passé, des dizaines de milliers ont déferlé à partir des côtes libyennes.

Concernant le terrorisme, rappelons également qu'à l'époque, jusqu'en 2011, Kadhafi qui avait été longtemps un élément perturbateur, déstabilisateur de l'Afrique et de la région d'Afrique du nord, avait fini, sanctions aidant, par venir à résipiscence et avait décidé de coopérer avec les services de renseignement des pays occidentaux, d'abord les États-Unis et la Grande-Bretagne, un peu moins la France. Dans ce domaine également les résultats étaient probants : jusqu'en 2011 une coopération étroite pour la lutte contre le djihadisme et l'intégrisme islamiste de la part des services libyens nous avait permis d'obtenir des résultats en matière de lutte anti-terroriste. Ensuite il s'est passé ce qui s'est passé, c'est-à-dire qu'on a créé un abcès de fixation, un foyer de terrorisme qui s'est ensuite diffusé vers l'Ouest et vers le Sud vers la Tunisie mais aussi et surtout vers le Sahel avec les conséquences qui ont été évoquées.

RENAUD GIRARD

L'ambassadeur Gouyette a tout à fait raison. Ceci rejoint ma troisième condition concernant les interventions militaires. Blair avait tout réussi mais il n'était pas Churchill donc il voulait sa guerre. Il avait d'ailleurs pris la décision de faire la guerre – il l'avait promis à Bush – sans même en parler à son cabinet.

Mais un Premier ministre ou un Président de la République française est là pour servir les intérêts de son pays et, effectivement, Kadhafi avait peut-être tous les défauts du monde mais il collaborait avec nous sur deux politiques très importantes et même une troisième puisque c'est lui qui a dénoncé le trafic de matériel nucléaire par le Pakistan d'Abdul Qadeer Khan, contribuant à la prolifération nucléaire.

JEAN MICHEL LACOMBE

Je remercie de toutes ces interventions. Ça nous change de LCI !

J'ai dirigé pendant quatre ans la mission de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) en Géorgie. Nous avons obtenu un résultat concernant le problème de l'Ossétie du Sud qui est resté secret à la demande des Russes. Ils avaient fait une concession parce qu'ils avaient besoin de la mission de l'OSCE en Géorgie pour écraser la rébellion tchétchène.

Je reviens sur un point : il faut mettre en avant nos valeurs même si on a quelques réserves. Ça nous donne un magistère moral et c'était indispensable dans toutes les révolutions de couleur. J'avais un bureau des droits de l'homme dans la mission de l'OSCE qui, grâce à la défense de ces valeurs auxquelles les Géorgiens voulaient adhérer, avait un droit d'intervention, de mise en conformité des règles de l'administration géorgienne. Donc les valeurs, qu'on y croie ou qu'on n'y croie pas, c'est très utile.

DANS LA SALLE

Vos propos sur la politique intérieure qui doit supposer une bonne politique étrangère me rappellent les questionnements maurrassiens autour de l'ouvrage

*Kiel et Tanger*² (qui a beaucoup inspiré le général de Gaulle dans la fondation de la Cinquième République). Maurras y critiquait la démocratie dans sa manière d'envisager le monde avec ce qu'il appelait « une petite guerre civile entre la France du *Ja* et la France du *Yes* ». Cela implique éventuellement une réforme institutionnelle vers le septennat en accord avec la Cinquième République originelle formée dans les idées maurrassiennes du général de Gaulle.

Deuxième question : comment expliquer le revirement d'Emmanuel Macron entre l'interview à *The Economist* où il parlait de « l'état de mort cérébrale » de l'OTAN et ses déclarations actuelles où il n'exclut pas d'envoyer des troupes ?

ALBERT SALON

Je suis ancien ambassadeur mais surtout ancien conseiller culturel et chef d'une mission de coopération.

Je suis un peu étonné de n'avoir pas trouvé dans cet excellent colloque que j'ai beaucoup aimé la notion de politique étrangère culturelle, scientifique et de coopération qui était – et est encore – un immense domaine de notre politique étrangère, au point que la DGRCSST (Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques) était la plus grosse des directions du Quai d'Orsay. Le ministère de la Coopération avait une telle puissance qu'il était à peu près égal au Quai d'Orsay pendant de longues années. J'ai été l'un de ses serviteurs à l'époque.

Vous n'en avez pas du tout parlé alors que c'est une des chances de la France d'avoir encore à l'avenir une telle politique ! C'était la deuxième politique culturelle dans le monde juste après les États-Unis, bien au-delà des Anglais et des Allemands... sans parler des autres.

Pourquoi ne feriez-vous pas un prochain colloque sur cet aspect particulièrement important de la politique étrangère culturelle, scientifique et de coopération ?

² Charles Maurras, *Kiel et Tanger, 1895-1905. La République française devant l'Europe*, éd. Nouvelle librairie nationale, 1910.

Un mot, ou plutôt un exemple parce que le sujet est vaste. Il se trouve que, pour des raisons accidentelles, je me suis intéressé de très près à la Roumanie immédiatement après la chute de Ceausescu. Je me rends très fréquemment dans ce pays. Quand j'y suis arrivé la première fois toutes les élites parlaient français. Aujourd'hui les jeunes ne parlent plus français. J'y vois une illustration des dégâts que produit l'absence d'une politique suffisamment cohérente. En effet, c'est un domaine qui ne coûte pas très cher. Je crains qu'il n'y ait beaucoup d'autres exemples aujourd'hui dans ce domaine.

Cela provient d'une erreur stratégique de la France qui est absolument fascinante.

Comme vous le savez, après la conférence de Messine (1955), quand le Marché commun se met en place, les Anglais n'en veulent pas et, dans l'esprit de tout le monde il est évident que le siège du Marché commun sera à Paris où il y avait déjà l'UEO, l'OTAN, etc.

Or, à cette époque, Pierre Pflimlin, élu strasbourgeois, menait avec persévérance la bataille en faveur de « Strasbourg capitale européenne ». En attendant que les Français se mettent d'accord il fut décidé d'installer provisoirement le siège du Marché commun à Bruxelles. Il y est toujours. Évidemment le général de Gaulle n'aurait jamais fait une telle erreur mais en 1957 il n'était pas aux affaires.

Jean-François Deniau, alors tout jeune preneur de notes, avait participé à la conférence de Rome de 1957. « N'avez-vous pas pensé que c'était la dernière chance que vous aviez de sauver la langue française comme langue internationale ? », lui ai-je demandé. « Si, on y a pensé », me dit-il. À l'époque les Allemands étaient tout à fait prêts à ce que la langue de travail en Europe soit le français. Ils se souvenaient que Bismarck, ambassadeur à Saint-Petersbourg, aurait envoyé ses dépêches en français à Berlin. Ce sont les Belges qui ont refusé pour des raisons de politique intérieure. Si le français avait été adopté, nous aurions pu dire à tous les gens qui voulaient nous rejoindre : « Messieurs les Slovaques, Messieurs les Polonais, vous êtes les bienvenus mais vous devez apprendre le français » !

PIERRE LELLOUCHE

Les langues de travail dans l'Union européenne sont le français et l'anglais à égalité. À un moment de ma vie j'allais très souvent au Parlement européen, je peux témoigner que les tableaux où sont affichées des réunions... tout est en anglais, cela en territoire français, à Strasbourg !

En ma qualité de membre du gouvernement j'avais interpellé le président du Parlement européen pour lui demander pourquoi la langue française – à égalité de l'anglais – n'était jamais utilisée, même dans la communication interne du Parlement européen. Il ne m'a jamais répondu. Et il n'y a pas eu de décision côté français pour créer une crise avec le Parlement européen sur cette affaire. La raison du recul est là

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

La dérive a été la même à l'ONU qui pratique, en principe, la double langue de travail. Dans les ascenseurs, on voit écrit en français « Premier étage » ... par contre les documents distribués dans les divers comités et autres commissions ont une forte tendance à être tous en anglais ... et quand on demande la version française, elle arrive mais avec retard.

Il est temps de clore ce colloque qui fut passionnant.
Je remercie beaucoup les intervenants.

Annexe

En complément du présent colloque nous publions ci-après la note de lecture de Marie-Françoise Bechtel sur le dernier ouvrage de Jean de Gliniasty, ancien ambassadeur de France à Moscou (2009-2013), directeur de recherche à l'Iris, qui n'avait pu être présent à la date du colloque.

France, une diplomatie déboussolée

Jean de Gliniasty, L'Inventaire 2024

L'ouvrage que l'ambassadeur Jean de Gliniasty vient de publier est une pépite parmi tant d'analyses que l'on osera dire concurrentes de la place de notre pays dans le monde, son évolution et les défis qu'il affronte. Nombre de diplomates se sont ces derniers temps livrés à l'exercice avec plus ou moins de bonheur : on songe aux changements successifs de posture d'un de nos anciens ambassadeurs Outre-Atlantique passé du néo-néo-conservatisme le plus affirmé à la redécouverte du gaullisme, suivi tout récemment du choix d'un va-t-en-guerrisme européen. C'est peut-être l'indice que le Quai d'Orsay, vieille et honorable maison s'il en est, s'est trouvé aux avant-postes de la liquidation de l'héritage gaullo-mitterrandien avec ses soubresauts et ses positions contradictoires dans lesquelles la singularité de la France s'est perdue. Mais il est certain aussi que l'affaissement de notre héritage ne se serait pas produit si comme le dit Jean de Gliniasty « en un demi-siècle de mondialisation le pays (n'avait) changé de visage ».

C'est d'abord de ce changement que nous entretient l'auteur. Il le fait sur la base de positions solides avec cet esprit de clarté qui est le support d'une ambition raisonnée, celle de donner de la lisibilité aux défis d'aujourd'hui et aux ouvertures pour demain. C'est que, diplomate de grande expérience, ancien ambassadeur à Dakar, Brasilia et Moscou, Jean de Gliniasty couvre par son expérience le champ large de ce que l'on nomme le « Sud global » sans préjudice d'une connaissance fine de l'état d'esprit des puissances et notamment de la Russie.

Donner de la lisibilité, c'est d'abord résumer clairement les « trois âges de la diplomatie française sous la V^e République » des fondamentaux de la politique du Général de Gaulle à l'effondrement de l'URSS, suivi de l'avènement du monde unipolaire autour de l'hyperpuissance américaine qui signe la fin de l'ère du

« gaullo-miterrandisme », enfin l'avènement d'un monde multipolaire » auquel « la France peine à s'ajuster ».

C'est ensuite passer au crible les grands domaines de la politique étrangère française :

Si la guerre en Ukraine signe un échec de la diplomatie française, ce n'est pas seulement en raison de l'abandon de la « politique russe », qui était un marqueur essentiel de la position d'indépendance de la France. C'est que, au-delà, l'impuissance franco-allemande à faire appliquer les accords de Minsk a débouché sur une sorte de déni rétrospectif accréditant l'idée que ces accords n'étaient destinés qu'à donner un répit à l'Ukraine : sorte d'excuse offerte à une Russie à laquelle on a prétendu continuer à parler avant d'aborder une posture belliciste. Faible tactique et faible défense des intérêts à long terme du continent européen tout entier...

La « deuxième décolonisation de l'Afrique francophone » est ensuite passée au scalpel. Paris, dit Jean de Gliniasty « n'a pas su s'adapter à la multipolarisation de l'Afrique ». Ainsi de la multiplication des sommets avec la Chine, le Japon, la Russie, la Turquie « où se brassaient sans complexe, à une échelle désormais inconnue en France, les grandes affaires économiques et où se nouaient les contacts personnels ». Ainsi encore de notre aide publique au développement dont quasiment la moitié passe désormais par d'anonymes canaux multilatéraux tels la Banque mondiale et nombre de Fonds spécifiques, la rendant ainsi impuissante à contrebalancer l'image de la « Françafrique (...) amplifiée par nos concurrents ». Le soutien à des régimes moribonds ou à des dictatures, des erreurs diplomatiques dans la gestion de la crise au Mali ont fait le reste, avec la conclusion que pour les pays africains « désormais courtisés par tous, Paris n'occupait plus une place privilégiée ».

La France et le monde arabo-musulman

Il existait à l'époque gaulliste et au-delà, nous dit l'auteur, une clé unique pour instaurer de bonnes relations avec le monde arabe et cette clé « n'était autre que la question palestinienne ». Jusqu'au refus de Jacques Chirac de suivre les États-Unis dans l'aventure irakienne, la France, écrit Jean de Gliniasty, avait gardé « un crédit international plus durable que la fermeté de notre position une fois l'irréparable accompli ». C'est ainsi que d'« interlocuteur de premier rang pour les pays de la Ligue arabe » et bénéficiaire de nombreux flux commerciaux dans une région où elle était historiquement peu présente, comme le Golfe, la

France est passée à rôle mineur reflétant l'absence de ligne claire distincte de celle de ses partenaires occidentaux. En outre, ses erreurs d'analyses sur les « printemps arabes », son incapacité à jouer un rôle stabilisateur dans ses anciens mandats (Syrie, Liban), une situation « sans précédent au Maghreb » où « les ambiguïtés de la politique française nous rendent vulnérables » nous brouillant simultanément avec les deux grands États de la région, et pour finir notre voix inaudible, faute de volonté, dans le déchaînement de violence qui a suivi les attentats du Hamas signent plus encore un affaissement qu'un simple déclin.

Ce qui ressort de ces analyses est ainsi *la singularité perdue de la France* : peut-il exister un espoir et surtout une voie pour la reconstituer ?

Jean de Gliniasty pose d'abord la question à travers deux analyses, la première consacrée à *l'Europe puissance* comme substitut à notre influence, voie qu'il considère comme « un projet de moins en moins réaliste » : le renouveau de la cohésion atlantique engendré par la guerre d'Ukraine « s'opère au détriment du projet d'autonomie stratégique de l'Europe ». Si la présidence française du Conseil de l'Union européenne au premier semestre 2022 a plutôt été saluée comme un succès, la force de proposition qui devait en être la suite est aujourd'hui altérée par la menace d'une réforme faisant passer au vote à la majorité qualifiée en matière de politique étrangère ainsi qu'à la fragilisation de notre siège de membre permanent du conseil de sécurité de l'Onu³. La France se trouve donc dans « une impasse » entre une Europe « impuissante et otanisée » avec vingt-sept États, peut-être demain trente-six, votant sur des sujets touchant à sa souveraineté et « une Europe puissance » supposant une coopération intergouvernementale plus étroite mais dont l'Allemagne ne veut pas.

Second point, *Comment traiter le « Sud global » ?*

Éviter dit Jean de Gliniasty, rejoignant sur ce point les analyses de Pascal Boniface⁴, d'être assimilé au « Nord global ». Que faudrait-il faire pour cela aujourd'hui, à l'heure où les BRICS trouvent plus expédient « de parler au patron

³ On notera qu'à la date de publication de l'ouvrage (janvier 2024) l'auteur ne pouvait présager du virage de notre diplomatie en faveur d'un soutien accéléré à l'Ukraine avec le principe d'un engagement possible de troupes françaises qui a semé l'étonnement jusque chez nos partenaires les plus décidés.

⁴ Voir le colloque organisé par la Fondation Res Publica le 20 février 2024 : « *Occident collectif et Sud global, qu'est-ce-à dire ?* ».

politique américain ou au maître des intérêts économiques européens à Bruxelles » et où « la spécificité résiduelle de la France n'intéresse plus grand monde » ? La réponse se veut pragmatique.

D'abord *protéger nos intérêts dans l'Indo-pacifique* en cas de conflit entre les États-Unis et la Chine. Si nous avons du mal à ne pas être entraînés « dans une crise qui ne serait pas la nôtre » comme l'avait souligné le président de la République, la France, que ce soit au G7, à l'OTAN ou dans l'Union européenne, pourrait avec l'appui de l'Allemagne essayer « d'atténuer les prises de position trop hostiles à Pékin ». L'auteur croit-il à cette politique de sagesse renouant avec le refus de s'aligner sur un bloc ? Il semble surtout inquiet de notre vulnérabilité dans une zone où notre présence militaire ainsi que la possession d'une zone économique exclusive d'une étendue considérable ne font pas pour autant de nous un partenaire vraiment stratégique (comme l'affaire de l'annulation de la vente de sous-marins à l'Australie en 2021 l'a montré).

Ensuite *revoir nos relations avec l'Amérique latine*, « *angle mort de la politique étrangère française* ».

Si la France a considérablement perdu de son rayonnement dans un continent avec lequel elle entretenait des liens politiques et culturels étroits, du moins devrait-elle ne pas se tromper d'analyse. Tout en appelant de ses vœux une succession raisonnable au Brésil, onzième puissance économique mondiale, où nous sommes le troisième investisseur étranger, elle n'a pas su cultiver le lien qui jusqu'à Jacques Chirac l'unissait au Président Lula revenu au pouvoir. Plus largement le désintérêt de la France pour l'Amérique latine est aujourd'hui patent alors que notre diplomatie devrait « prendre en compte la dimension multipolaire de cette partie du monde qui s'affirme ».

La perte d'efficacité de notre rayonnement culturel :

Cela fait maintenant une trentaine d'années que la « diplomatie d'influence » l'a remplacé « pour le meilleur et pour le pire ». Or la France dispose encore à l'étranger d'un « superbe instrument » avec deux cent cinquante Instituts ou centres culturels, près de huit cent cinquante Alliances françaises, de nombreux établissements d'enseignement et de recherche et nombre de programmes destinés à favoriser l'art, la culture ou la coopération universitaire malgré les progrès relatifs importants de pays comme l'Allemagne ou la Russie et bien

entendu l'expansion continue de la culture anglo-saxonne. Une modernisation pourrait être entreprise qui, à côté d'un réseau qui reste performant mais cible surtout des classes aisées, permettrait de mettre en place, à côté de RFI et de FR24, à travers des organismes privés subventionnés, une réponse à la guerre de l'information à laquelle se livre auprès des populations dans leur ensemble des pays comme la Russie. Plus généralement il reste à organiser des canaux qui parlent à tous *via* les sites et les réseaux sociaux.

Retrouver une voix singulière ?

La France a longtemps été une voix qui parlait autrement. C'était la racine de l'amitié historique ou parfois de l'intérêt bien compris que lui ont porté tant d'États d'Amérique latine, d'Asie ou d'Afrique. La France n'a jamais gagné à être un élément d'un bloc. À lire Jean de Glinasty nous comprenons *a contrario* le risque qu'il y a à céder sur ce point. Si notre puissance extérieure n'est plus ce qu'elle était, notre spécificité historique, celle d'un langage différent, pourrait subsister ou plutôt renaître, dès lors que la volonté serait là. Ainsi la « guerre des valeurs », fait marquant s'il en est de notre époque, comme le montrent les funestes dérapages du conflit israélo-palestinien au regard du droit de la guerre, ouvre une fenêtre dans laquelle la France si elle le voulait pourrait s'engager.

C'est à ce défi que l'ouvrage de Jean de Glinasty offre un début de réponses solides, disons les prolégomènes d'une action future sur la base d'une analyse critique qui vient d'être évoquée. Sa conclusion, « Les leçons de Byzance », rend d'autant plus crédible l'effort raisonné et constructif auquel il se livre que ses analyses étaient, comme on l'a vu, sans concession.

Retrouver quand le moment sera venu le dialogue avec la Russie, marqueur traditionnel de la politique étrangère française. La résolution du conflit ukrainien dont nul ne maîtrise la clé pourrait le moment venu et l'équation militaire stabilisée, remettre en selle un rôle pour la France avec peut-être l'appui de l'Allemagne, chacune ayant à y gagner y compris sur le plan économique.

Tenter de relancer la Communauté politique européenne comme instance informelle et « inclusive », en prolongeant l'initiative du Président de la République à l'occasion de la présidence française de l'UE. Base de compromis et de transaction pour le règlement des crises qui minent le continent, cette instance pourrait être le fondement d'une nouvelle architecture de paix et de sécurité en

Europe incluant à terme la Russie. Elle offre un contre-modèle à une Europe élargie et fédéralisée et il faut donc la rendre aussi crédible que possible.

Retrouver « une nouvelle virtuosité bilatérale ». Une politique d'investissements productifs et ciblés en Afrique à l'instar de l'installation de France Telecom sur insistance de Jacques Chirac qui fait aujourd'hui d'un Africain sur dix un client d'Orange. Réactiver la coopération éducative et culturelle dans ce continent, développer les bourses et concentrer l'effort sur des pays clé comme la RDC. Se faire « à nouveau craindre par nos ennemis et aider puissamment nos amis ».

Au Moyen-Orient, retrouver notre légitimité en œuvrant pour le processus de paix et en consolidant la stabilité des États tels qu'ils sont de l'Égypte à la Syrie en passant par l'Iran car cette stabilité est un facteur de développement y compris dans le domaine de l'État de droit.

Dans le Pacifique, entretenir les meilleures relations possibles avec l'ensemble des acteurs : si nous sommes trop petits pour peser nous pouvons du moins y récuser les blocs et lancer un dialogue avec la Chine.

Quant à l'Amérique « omniprésente et toute puissante avec laquelle « tant de liens » ont été tissés, si sa recherche de la suprématie mondiale « s'accommode mal des alliés qui n'hésitent pas à défendre des intérêts nationaux », notre alliance ne doit pas aller jusqu'à participer à la lutte contre l'émergence de la puissance chinoise. À cet égard le système atlantique étant « plus souple qu'il n'y paraît » une marge d'action y est possible, comme le montre aujourd'hui la Turquie.

Et nous devons « mériter notre siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU ». Aujourd'hui l'activité de notre diplomatie dans les grands dossiers transnationaux sur de nouveaux enjeux (changements climatiques, pacte financier mondial pour les pays en voie de développement) est un facteur d'influence positif que nous pourrions développer en d'autres domaines. Sur l'espace, la cyber, l'IA, les données personnelles, nous pourrions « utilement influencer sur la stabilisation du monde ». Il faudrait pour cela « une plus grande formalisation de notre relation avec les BRICS », en dépit ou à cause des intérêts parfois divergents de ses membres. Ce serait un signal permettant une meilleure réception de nos initiatives aujourd'hui obérées par les reproches visant notre recours au « deux poids deux mesures » dans le traitement des guerres d'Ukraine et du Proche-Orient.

Nombreuses sont ainsi les zones du monde ainsi que les enjeux présents et futurs permettant à la France de se démarquer du bloc occidental auquel elle est « désormais assimilée sans nuances ». L'ensemble de l'ouvrage l'a montré, c'est la question essentielle.

C'est assez dire à quel point cet ouvrage vient à point. Son auteur nous parle, avec pour guide l'intérêt national, des défis réels dans le monde réel, non des postures, voire des impostures.

PUBLICATIONS RÉCENTES

OCCIDENT COLLECTIF, SUD GLOBAL : QU'EST-CE À DIRE ?

Colloque du mardi 20 février 2024

L'AVENIR DE LA RELATION FRANCO-POLONAISE

Colloque du mercredi 24 janvier 2024

QUEL AVENIR POUR L'EUROPE ?

Séminaire du mardi 19 décembre 2023

LA FRANCE FACE AUX MUTATIONS DU TRAVAIL

Colloque du mercredi 8 novembre 2023

LA JEUNESSE FRANÇAISE FACE AUX GRANDS DÉFIS DE LA NATION

Colloque du mardi 26 septembre 2023

LA FRANCE ET SES ÉLITES

Colloque du mardi 20 juin 2023

EUROPE, ÉTAT DE DROIT ET SOUVERAINETÉ NATIONALE

Séminaire du lundi 15 mai 2023

L'AVENIR DE LA FILIÈRE NUCLÉAIRE FRANÇAISE

Séminaire du mercredi 29 mars 2023

OÙ VA L'ITALIE ?

Séminaire du mardi 21 mars 2023

QUEL AVENIR POUR LA DÉFENSE FRANÇAISE ?

Colloque du lundi 13 mars 2023

LE DÉFI DU REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

Colloque du mardi 13 janvier 2023

LA RÉPUBLIQUE ET SES RÉGIONS

Colloque du mardi 6 décembre 2022

L'AVENIR DE LA LANGUE FRANÇAISE

Colloque du mardi 15 novembre 2022

**TABLE RONDE AUTOUR DES IDÉES DE FRANCIS FUKUYAMA ET DE
SAMUEL HUNTINGTON**

Séminaire du mardi 25 octobre 2022

LA GUERRE D'UKRAINE ET L'ORDRE DU MONDE

Colloque du mardi 27 septembre 2022

LA RÉPUBLIQUE FACE À LA DÉCONSTRUCTION

Colloque du mardi 8 mars 2022

**FRANCE-ALLEMAGNE : CONVERGENCES ET DIVERGENCES DES
INTÉRÊTS FONDAMENTAUX À LONG TERME**

Colloque du mardi 15 février 2022

LA DETTE

Séminaire du jeudi 20 janvier 2022

**LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE DANS LES DEUX
DERNIÈRES DÉCENNIES : BILAN ET PERSPECTIVES**

Colloque du mardi 7 décembre 2021

ÉCOLOGIE ET PROGRÈS

Colloque du mercredi 24 novembre 2021

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, UN ENJEU POUR DEMAIN

Colloque du jeudi 21 octobre 2021

QUELLES INSTITUTIONS POUR DEMAIN ?

Colloque du mercredi 22 septembre 2021

**LA FORMATION DES PROFESSEURS DES ÉCOLES, UN ENJEU MAJEUR
POUR LE XXI^E SIÈCLE**

Colloque du mercredi 19 mai 2021

**COMMENT PENSER LA RECONQUÊTE DE NOTRE INDÉPENDANCE
INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE ?**

Colloque du mardi 13 avril 2021

**ÉTATS-UNIS : CRISE DE LA DÉMOCRATIE ET AVENIR DU
« LEADERSHIP » AMÉRICAIN**

Colloque du mardi 9 mars 2021

L'ALLEMAGNE ET LA CONSTRUCTION DE LA STABILITÉ EUROPÉENNE

Colloque du mercredi 10 février 2021

ENSEIGNER LA RÉPUBLIQUE

Séminaire du mercredi 20 janvier 2021

LA POLITIQUE DE RECHERCHE, ENJEU POUR L'AVENIR

Colloque du jeudi 26 novembre 2020

LA CHINE DANS LE MONDE

Colloque du mardi 17 novembre 2020

LE RETOUR DE L'ÉTAT, POURQUOI FAIRE ?

Séminaire du mardi 6 octobre 2020

**DE L'ARRÊT DU TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL DE KARLSRUHE DU
5 MAI 2020 À LA RELANCE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE : LES CHEMINS
D'UN LEADERSHIP EUROPÉEN ?**

Séminaire du mardi 22 septembre 2020

**L'AVENIR DE L'INDE, ENTRE INTÉRÊT NATIONAL ET ASPIRATIONS
RÉGIONALES ET MONDIALES**

Séminaire du mercredi 9 septembre 2020

NOTES, ÉTUDES ET ENTRETIENS :

Parues récemment :

- **Arnaud Montebourg**, ancien ministre de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique, « **Europe et souveraineté nationale : où en est-on, que faudrait-il faire ?** », note accompagnée de commentaires de **Marie-Françoise Bechtel** et de **Jean-Éric Schoettl**, avril 2024.
- **Alain Billecoq**, philosophe, ancien inspecteur de philosophie et professeur agrégé en classes terminales et préparatoires, auteur de nombreux ouvrages sur Spinoza, « **Laïcité et tolérance : en finir avec une équivoque** », janvier 2024.
- **Philippe Guittet**, ancien secrétaire général de SNPDEN-UNSA (2002-2009), « **Ré-instituer l'école de la République** », revue *Direction*, n°285, juillet 2023.
- Conversation entre **Marie-Françoise Bechtel** et **Stéphane Rozès**, à partir de son dernier ouvrage *Chaos. Essai sur l'imaginaire des peuples* (Le Cerfs, 2022), « **Réparer les imaginaires nationaux** », mai 2023.
- **Jean-Éric Schoettl**, conseiller d'État (h), secrétaire général du Conseil constitutionnel de 1997 à 2000, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La souveraineté nationale à l'épreuve de la notion européenne d'État de droit** », version actualisée publiée en février 2022.
- **Benjamin Morel**, président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Enquête sur le rapport des Français à l'Histoire, à l'Armée et à l'Europe** », enquête du laboratoire d'études de l'opinion « Cluster 17 » réalisée en partenariat avec la Fondation Res Publica, novembre 2022.
- **Matthieu Lahaye**, spécialiste des questions éducatives et membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Remettre l'École au cœur de la République** », mars 2022.
- **Alexey Rutkevich**, professeur de philosophie, directeur scientifique de la faculté des sciences humaines à l'École des hautes études en sciences humaines (HSE) de Moscou, « **Déconstruction, *cancel culture*, wokisme : entretien sur l'expansion géographique et civilisationnelle de la « *French Theory* »** », mars 2022.

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- « **La tentation de Mars : Guerre et Paix au XXI^e siècle** », note de lecture de l'ouvrage de Ghassan Salamé, *La tentation de Mars : Guerre et Paix au XXI^e siècle* (Fayard, 2024), par Thomas Brignol.
- « **La Corse, une autonomie en question** », note de lecture de l'ouvrage de Michel Vergé-Franceschi, *La Corse, une autonomie en question* (Passés composés, 2024), par Thomas Brignol.
- « **La défaite de l'Occident** », note de lecture de l'ouvrage d'Emmanuel Todd, *La défaite de l'Occident* (Gallimard, 2024) par Jean-Yves Autexier, vice-président de la Fondation Res Publica.
- « **De Gaulle, une vie : l'homme de personne, 1890-1944** », note de lecture de l'ouvrage de Jean-Luc Barré, *De Gaulle, une vie : l'homme de personne, 1890-1944* (Grasset, 2023), par Joachim Le Floch-Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **La France est-elle finie ?** », note de lecture de l'ouvrage de Bertrand Badie, *Pour une approche subjective des relations internationales* (Odile Jacob, 2023), par Lucas Lusseau.
- « **L'ère de l'affirmation : répondre au défi de la désoccidentalisation** », note de lecture de l'ouvrage de Max-Erwan Gastineau, *L'ère de l'affirmation : répondre au défi de la désoccidentalisation* (Éditions du Cerf, 2023), par Jean-Yves Autexier.
- « **Jean-Claude Michéa persiste et signe** », note de lecture de l'ouvrage de Jean-Claude Michéa, *Extension du domaine du capital* (Albin Michel, 2023), par Marie-Françoise Bechtel, présidente de la Fondation Res Publica.
- « **Les intellectuels fondateurs de la République – Cinq études sur la pensée politique du XIX^e siècle** », note de lecture de l'ouvrage de Sudhir Hazareesingh, *Les intellectuels fondateurs de la République – Cinq études sur la pensée politique du XIX^e siècle* (Le Bord de l'eau, 2023), par Lucas Lusseau.
- « **Jean-Pierre Chevènement, du défi au pari** », note de lecture de l'ouvrage de Jean-Pierre Chevènement, *Refaire la France* (Bouquins, 2023), par Marie-Françoise Bechtel.

SOUTENEZ LA FONDATION RES PUBLICA !

Pour nourrir sa réflexion et conduire sa mission d'irrigation du débat intellectuel et d'aide à la décision publique, la Fondation Res Publica a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Leur aide est particulièrement précieuse dans un contexte de réduction de l'aide que la Fondation perçoit de l'État, en raison de restrictions budgétaires de plus en plus fortes.

La Fondation étant reconnue d'utilité publique par décret du 30 décembre 2005, les versements que vous lui accorderez-vous feront bénéficier d'un avantage fiscal conséquent.

Pour les particuliers :

Impôt sur le revenu (IR) : la loi de finances permet **une déduction de l'impôt sur le revenu de 66 % du montant de vos dons** dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Dans le cas d'un don de 1000 euros, vous pouvez déduire 660 euros de votre impôt sur le revenu.

Pour les entreprises, les organismes et les associations :

Impôt sur les sociétés (IS) : la loi de finances permet une déduction de vos dons de l'impôt sur les sociétés (ou IR pour les sociétés de personne), **à hauteur de 60 %**, dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans).

Dans le cas d'un don de 10 000 euros, vous pourrez déduire 6 000 euros d'impôt. Votre contribution aura réellement coûté 4 000 euros à votre entreprise.

Un don supérieur ou égal à 200 euros vous permettra par ailleurs de recevoir à votre adresse les « Cahiers » de la Fondation Res Publica.

Avec tous mes remerciements,

Jean-Pierre Chevènement

Contact : +33 (0)1 45 50 39 50 ; fondationrespublica@gmail.com.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

☎ 01.45.50.39.50

fondationrespublica@gmail.com

Achévé
d'imprimer
en juin 2024